43

courant alternatif

Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

NOVEMBRE 94 - 25 F

Contre l'armée, dernier rempart des camionneurs

11, 12, 13 novembre rassemblement au Somport

Mexique : luttes et répression

Lois Pasqua : du délire sécuritaire à l'Etat Bâton

Algérie : les enjeux de la crise

M 1292 - 43 - 25,00 F

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Le dernier week-end de chaque mois, une Commission Journal (CJ), est organisée dans une ville différente chaque fois, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que les militants OCL de la ville en question et que des représentants des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individus. En outre chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur immédiatement après la CJ, rédige un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines qui suivent, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après. Ce numéro a été préparé à Paris.
Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Egregore - BP 1213 - 51058 Reims Cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COMMENT S'ABONNER A COURANT ALTERNATIF...

1 an (10 numéros) ..... 220 F

Chaque nouvel abonné recevra gratuitement le livre de l'OCL "L'Etat des lieux"

En nombre pour la diffusion

2 exemplaires ..... 390 F
3 exemplaires ..... 550 F
5 exemplaires ..... 900 F
10 exemplaires ..... 1450 F

Chèques à l'ordre de "La Galère"
OCL/Egregore - B.P. 1213 - 51058 Reims Cedex
Souscription permanente pour CA : CCP La Galère 38-77 P - Chalons sur Marne
Abonnement 6 numéros : 140 F - 3 numéros : 70 F

Courant Alternatif
Octobre 1994
Mensuel Communiste Libertaire
Correspondance :
OCL/Egregore
B.P. 1213 - 51058 Reims Cedex
Dir. Publication : Denis Jean
Imprimerie : Graphéco - Le Mans
Com. par. : AS 72313

LA PROCHAINE COMMISION JOURNAL AURA LIEU A NANTES

SOMMAIRE

3. ..... Edito
4. ..... Nantes : Etudiants en léthargie
5 à 7. ..... Foulard islamique : une croisade intérieure
8. ..... Livres
9, 10. ..... Péan/Mitterrand : l'hypocrisie de la classe politique
11 à 15. ..... Algérie : les enjeux de la crise
16. ..... Brèves
17 à 19. ..... Pasqua : du délire sécuritaire à l'Etat bâton
20 à 24. ..... Mexique : luttes et répression
25 à 28. ..... Italie : les travailleurs dans la rue contre Berlusconi
29, 30. .. Haïti : une intervention pour quelques bulletins de vote
31, 32. ..... Brèves

Journal imprimé sur papier recyclé.

RELATIONS INTERNATIONALES : Tél. 56 92 73 66 - Fax : 56 79 22 28

COMMENT CONTACTER COURANT ALTERNATIF ?

AQUITAINE
• CEDA - B.P. 28
33031 Bordeaux Cedex

BRETAGNE
• OCL c/o GRIM
B.P. 804
44019 Nantes Cedex

CENTRE
• La Commune - B.P. 1228
45002 Orléans Cedex

ILE DE FRANCE
• Courant Alternatif
B.P. 381
75969 Paris Cedex 20

MIDI-PYRENEES
• OCL c/o Collectif Pirate Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 Toulouse

NORD
• OCLB c/o Caribou
B.P. 21
62222 St Martin Boulogne

NORD/EST
• OCL c/o Egregore
B.P. 1213
51058 Reims Cedex

• La Question Sociale
B.P. 66
08120 Bogny/Meuse

• GREL - B.P. 47
10500 Brienne le Château

NORMANDIE
• C.R.A.S. - B.P. 5164
14075 Caen Cedex

PAYS-BASQUE
• Acratie - B.P. 23
64130 Mauléon

PAYS DE LOIRE
• La Galère
B.P. 1917
37019 Tours Cedex

RHONE-ALPES
• OCL chez CCO
39, rue G. Courteline
69100 Villeurbanne

SUD-EST
• La Galère - B.P. 117
06333 Grasse Cedex

Ecrire au journal pour contacts sur : Longwy.

EDITO

Les gesticulations pré-électorales sont en train de squatter de nouveau l'espace politique de l'hexagone. Qui sera candidat à droite ? Qui le sera à gauche ? Le PS survivra-t-il à Mitterrand qui lui même terminera-t-il son septennat ? La LCR soutiendra-t-elle Dominique Voynet en catimini malgré le refus de son parti ? Les ex-machins et trucs du gauchisme présenteront-ils un candidat ? Ou deux ? Ou trois? le PC dépassera-t-il la barre des 6 % et le FN celle des 10 % ? L'émergence des dits populistes De Villiers et Tapie se confirmera-t-elle ?

Que de questions angoissantes n'est-il pas ? Mais aussi quel suspens dont les prochains mois nous livreront progressivement les clés ! Voilà Mesdames et messieurs de quoi occuper sérieusement et tenir en haleine les millions de chômeurs et de précaires ; les millions de travailleurs qui tirent la langue au ryhtme soutenu de métro-boulot-dodo ; les jeunes entassés dans les écoles; les immigrés qu'on expulse ou qu'on bastonne ; et tout cela sous les caméras, visibles ou invisibles, de Pasqua.

Et puis, si cela ne suffit pas à faire le spectacle il y a les "affaires". Ah les affaires ! Des politiciens, des ministres, des PDG, des hommes... d'affaires en somme, corrompus? Qui s'en foutent plein les fouilles ? Alors ça c'est nouveau ! Nous qu'on croyait que ces gens là n'œuvraient que pour le bien public, qu'ils étaient désintéressés et éloignés de tout désir de pouvoir ou de richesse ! On tombe des nues ! Mais comment, ma brave dame, en est-on arrivé là ! On tombe de haut aussi en apprenant que Tonton fut d'extrême droite, vichyste et j'en passe. Ben ça alors, nous qu'on l'croyais d'gauche comme nous au PS. Y'a quelque chose qui cloche car quand même on l'aime bien Mitterrand... alors quoi c'est y que le PS serait pas de gauche ? On veut pas y croire !

Alors à qui se fier ? Heureusement y a les instances internationales : les commissions de Bruxelles, le FMI, le G7, l'ONU etc. Là c'est du sérieux, du compétent, de l'au-dessus de tout soupçon. Et si, deci delà ces instances mettent en place des dictatures, provoquent par ci par là de petits massacres chirurgicaux, entraînent des petites famines de rien du tout, c'est en définitive pour le bien de l'humanité. On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs ! L'emmerde c'est quand l'œuf c'est nous ! Mais ne soyons pas égoïstes et sachons nous sacrifier aux grandes et belles causes du progrès, du développement, de la croissance, des Droits de l'Homme et de la Démocratie. Ah que c'est beau comme un frigo plein et un camion rutilant !

La nature et la terre, à force d'être exploitées - comme nous - sont en train d'être détruites - comme nous aussi. Mais ne soyons pas mesquins et cessons de nous méfier en permanence que diable ! Faisons un peu confiance aux hommes de sciences qui sauront bien nous transporter dans une autre planète lorsque la notre sera bonne à mettre à la casse. Il suffit de bosser comme un âne, et d'économiser pour réserver notre place c'est tout !

Heureusement, les associations caritatives et humanitaires sont là, gros plan des caméras sur les miséreux, Margot sors ton mouchoir et donne 100 balles, on pourra ensuite aller se coucher, et surtout ne demande pas pourquoi ça va si mal, qui sont les responsables, c'est mauvais pour le sommeil. Ces gens-là, la misère c'est leur raison d'être. Faut pas compter sur eux pour liquider leur fond de commerce ; si les dames patronesses n'ont plus de pauvres à s'occuper qu'est-ce qu'elles vont devenir ?

Et puis, à côté de tout ça il y a les partis de gauche et d'extrême gauche, les syndicats, qui nous disent ben oui, c'est vrai, vous n'avez pas tort, p'têt bien, oui, faudrait changer ce monde, mais quand même, faut y aller mollo. Y'en a même parmi eux qui disent que le capitalisme c'est caca ! Et comme des petits enfants ils l'examinent dans tous les sens, le dissèquent, l'auscultent, en discutent... mais quand il s'agit de dire haut et fort - c'est à dire tout le temps - qu'il faut le foutre en l'air, ils sont étrangement muets... pour ne pas effayer la base qui comprendrait pas.

Ah la base, mon brave monsieur, comme elle a bon dos ! qu'on la nomme opinion publique si l'on est politologue ou inconscient collectif si on fait dans l'intello de gauche, elle est toujours là pour justifier reniements et frilosité. Elle inquiéte l'homme politique qui lui doit son mandat (ou son chèque) ; elle fait frissonner le chef syndicaliste qui la trouve un peu comme ci, pas assez comme ca, trop manipulable, ou pas assez, sur la bonne voie mais peut mieux faire si on sait la prendre, etc.

Mais p'êt' que ça lui déplairait pas à cette base qu'on dise ce qu'on pense, comme on le pense, et p'êt' même qu'il y a des choses qu'elle aimerait entendre. Que cela plaise ou non, nous, en tous cas, on a envie de continuer à défendre nos idées, dire ce qu'on pense et se battre.

Paris - 27.10.94.

ETUDIANTS EN LÉTHARGIE

Les pierres de mars toujours en tête, une poignée d'étudiant-e-s et de profs (majoritairement en fac de droit) optèrent pour la création d'une université d'été. Celle-ci ne pouvait être que la suite logique des contestations "proprement nantaises" (cf. Courant Alternatif n°38,39). Elle se déroula du 20 au 23 septembre ; à chaque journée correspondait un thème : éducation, travail, citoyenneté, médias et démocratie. Le dernier jour était réservé aux perspectives d'avenir et à l'échange de points de vue des différents groupes et crèmeries syndicales et politiques. Tous ces débats étaient censés s'articuler sur une critique de la société, critique qu'il fallait aménager...!

Après la mobilisation étudiante contre le CIP en mars dernier à Nantes, certain(e)s ont voulu continuer... Continuer, mais comment ?

DES AG PREPARATOIRES "PROMETTEUSES"!

La première assemblée se déroula le 24 mai. Elle regroupa environ 80 personnes d'horizon assez proche: les deux syndicats étudiants UNEF, le SGEN-CFDT, Virus Mutinerie (collectif étudiant anti-autoritaire proche du SCALP), Action Solidarité Jeunesse (association de gôche qui regroupe essentiellement des étudiants, en rupture d'UNEF et de PS, et qui par un concours de circonstances est pour une radicalisation des mouvements...) et des inorganisé-e-s. L'orientation politique résultant d'une telle palette de groupes ne laissait prévoir que peu d'intéret pour cette université estivale, tant sur la forme des débats que sur leurs contenus. Laborieusement les trois thèmes principaux sont structurés en diverses commissions de petits groupes de travail. Et le jour de la mise en commun, nos a-priori se fondent. L'atelier préparant le thème du "travail" propose à l'assemblée d'inviter un chef d'entreprise de choc ayant réorganisé son entreprise avec succés (plus de flexibilité sur les salaires et les horaires) pour éviter les licenciements... En effet qui est le mieux placé pour parler du travail qu'un patron ! Cette proposition fut finalement rejetée entre autres par nos interventions, dénonçant la mise aux oubliettes de tous les acquis des mois de luttes prè- et post-CIP. Cette université devrait-elle servir de tremplin au lancement d'une plate-forme d'accord, légitimant au bout du compte le système capitaliste et sa politique d'exclusion ?... Cet indice supplémentaire ne faisait que raviver l'inutilité d'une quelconque participation à ce projet où les sociaux-démocrates se ramassent à la pelle.

LES DEBATS

Le public présent en Septembre était copieusement constitué de syndicalistes divers (SGEN, CFDT, CGT, FSU...) et de membres d'organisations que l'on ne faisait qu'entrevoir lors des assemblées du mouvement en mars, alors que les mots d'ordre prônaient la solidarité avec les manifestants affrontant les CRS, le partage des richesses et un revenu garanti comme palliatif à la précarisation... En septembre, les invités de cette supercherie parlaient des 35 heures, d'une semaine de 4 jours qui ne ferait pas perdre un centime à l'état et aux patrons ! Mais de qui se moque-t-on !? Pour l'éducation, la subversive directrice du Monde de l'Education s'exprimait à la place des enseignés ; pour les médias, on eut droit à la revue Politis (soutenant activement la recomposition de la gauche de la gauche) et à un adjoint municipal nantais PS, qui voulait en mars, dialoguer avec "cette jeunesse, à qui incombe désormais une véritable tâche historique, en compagnie de ceux qui ne désespèrent jamais de modifier le cours des choses", lui entre autres.

Face à ces réformards, des groupes comme Virus ou CARGO (Collectif d'Agitation pour un Revenu Garanti Optimal) ou la Coordination parisienne de défense des victimes du CIP, s'ils arrivaient à développer leurs positions en atelier, furent mis à l'écart en assemblée générale par les syndicalistes. On peut alors se demander l'utilité pour de tels groupes de cautionner une université d'été pareille. Serait-ce que les facs apparaissent encore pour certain-e-s comme des lieux pouvant facilement exploser au vu des conditions matérielles insuffisantes et un avenir professionnel sans perspective ? Il existe pourtant bien d'autres occasions sur la ville de ne pas s'arrêter à de vains débats philosophiques et de donner à l'action sa raison d'être.

PERSPECTIVES

Le dernier jour, certains parlèrent de continuer les échanges avec la création d'une université critique. A n'en pas douter, celle-ci sera la copie conforme de la précédente: lieu de rencontres de points de vue et d'analyses de la société, mais surtout pas trop subversive non plus! Il s'agit de constituer un glacis à gauche de la gauche où syndicalistes enseignants et étudiants, communistes orphelins, gauchistes déprimés et socialos sans perspective gestionnaire pourront prendre langue et éviter qu'un éventuel nouveau mouvement se développe sans garde-fous. Pratiquement la fac de Nantes connait les mêmes problèmes que d'autres, manquant de gommes et de crayons. Ce sera donc l'occasion pour que ces personnes arrivent avec leurs revendications toutes faites et les soumettent au plus grand nombre. Nous pensons au contraire qu'il faudra profiter de toutes les occasions pour dénoncer les manigances qui se préparent dans de telles universités "critiques" et prôner l'action collective et concrète dans une perspective anti-capitaliste, que ce soit sur le thème du chomage, du logement ou du rejet de la préférence nationale appliquée aux étudiants. Mais il faudra aussi se résoudre à ne pas passer sous silence la logique de hiérarchisation, d'institutionnalisation du savoir et de promotion sociale à la racine même de l'Université.

Nantes, le 08/10/94 - F., G.

Foulard islamique : une croisade intérieure

A la fin des années 80 quelques jeunes filles musulmanes portant le foulard islamique à l'intérieur de l'école laïque faisaient la une de l'actualité. Elles furent quelques unes à être exclues de leur établissement scolaire ou de l'enseignement à cause essentiellement de quelques fonctionnaires zélés. Après la rentrée 89, le Conseil d'Etat tranchait ce débat qui s'enlisait dans des eaux très troubles : «Le port par les élèves de signes par lesquels ils entendent manifester leur appartenance à une religion n'est pas par lui-même incompatible avec le principe de laïcité». Tout semblait régler...jusqu'à cette rentrée scolaire !

On ne peut pas isoler la résurgence de cette affaire du foulard avec le contexte de politique intérieure de cet été qui a vu Pasqua désigné à la vindicte populaire les islamistes avec tous les amalgames possibles et la mise en scène médiatique que l'on sait. Ce choix politique de l'Etat d'utiliser, une fois de plus, comme boucs émissaires l'immigration a débouché sur la chasse au foulard à l'intérieur de quelques établissements scolaires, chasse organisée par des chefs d'établissements et des profs. L'Etat qui ne demandait que cela a aussitôt repris la balle au rebond par l'intermédiaire de Bayrou.

L'affaire du foulard islamique illustre le fait que l'idée du nouvel ennemi de l'Occident (après l'effondrement de l'Est) désigné par nos dirigeants : les pays du Sud de religion musulmane, est en train de progresser dans certaines franges de la population

QUI SE CACHE DERRIERE LE FOULARD ?

La médiatisation du problème que poserait à l'école laïque le port du foulard a eu comme conséquence une désinformation la plus totale qui est, comme d'habitude, loin d'être innocente. Grossomodo on a droit à des amalgames du type: Foulard = Islam = Arabe = Intégriste = Manipulation Terroriste.

Il faut déjà savoir que ce foulard, qui n'est pas un voile mais un fichu cachant les cheveux et les oreilles, est porté par moins de 1% des filles de religion musulmane fréquentant les collèges et les lycées (le maquillage et les mini-jupes ont plus de succès). Ce qu'on ne dit pas c'est que ce signe distinctif religieux est porté non pas exclusivement par des maghrébines puisqu'on y rencontre une assez forte proportion de jeunes filles d'origine turque qui ne sont donc pas concernées par la propagande du F.I.S. comme tendrait à le faire croire une question posée systématiquement dans tous les sondages réalisés dans les lycées depuis la rentrée scolaire.

Quant aux «jeunes filles voilées» qui refuseraient d'assister à certains cours (biologie, certains cours de français, l'éducation physique qui soit dit en passant est le cours le plus boycotté au lycée par une quantité non négligeable de jeunes qui réussissent à obtenir des certificats médicaux de complaisance, il faut dire que c'est le seul cours où on peut être dispensé..), elles sont nettement minoritaires parmi les quelques centaines de foulards que l'on rencontre dans les lycées[1]. Cet épi-phénomène est effectivement un boycott idéologique du milieu intégriste musulman qui a très certainement autant progressé en France que n'importe quel autre intégrisme religieux. A noter, que la

1. Dans mon lycée, la seule fille portant un foulard suit justement une filière où la biologie est la matière principale.

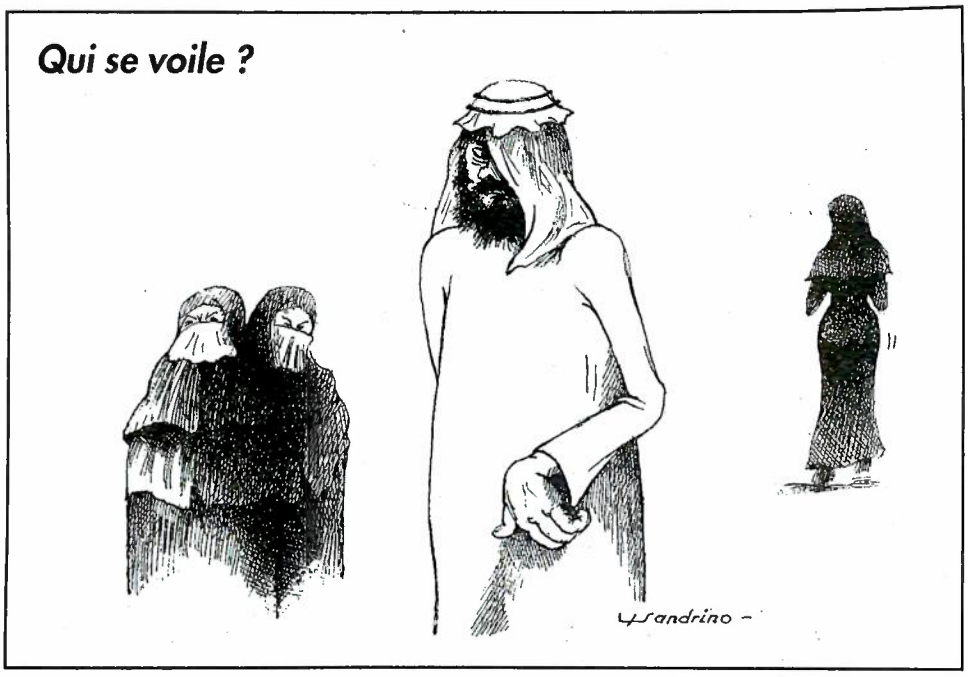
2. A signaler que si vous avez été baptisé vous êtes comptabilisé à vie parmi les catholiques à moins d'entreprendre des démarches longues et souvent fastidieuses auprès des autorités catholiques.

répression du Pouvoir et de certains «curés» laïcs donne un terrain d'intervention militante assez inespéré pour les intégristes musulmans.

Alors qui sont ces jeunes filles au foulard ? Dans la majorité des cas, elles n'affirment qu'une conviction religieuse différente et minoritaire et une identité tout en refusant non pas l'intégration mais l'assimilation. Qu'elles soient manipulées depuis leur plus tendre enfance par leurs familles et leur communauté c'est une évidence...comme la plupart des enfants de ce monde. Dans l'église catholique combien de baptisés ont choisi de l'être ?[2] Que ce foulard ait été imposé par la famille à ces jeunes filles, c'est un fait comme tout autre signe, symbole, manifestation...de toute religion. Que ce foulard soit une expression sexiste de la domination et de l'exploitation des femmes, c'est un fait... MAIS CONNAISSEZ-VOUS UNE RELIGION QUI NE SOIT PAS SEXISTE ? Faut-il rappeler à l'occident chrétien que l'Eglise catholique réaffirme sans cesse que le ventre des femmes n'existe que pour la reproduction.

LA CROISADE DE CERTAINS «CURÉS» LAICS

La lutte d'enseignants contre le port du foulard dans certains lycées ou collèges est plus que malsaine ! Leur argumentaire officiel tourne toujours autour du fait que ce foulard serait en contradiction avec la laïcité. Bizarre, le foulard le serait mais pas la croix, ni la kippa ! Pour répondre à cette bizarrerie, la circulaire Bayrou fait la différence entre signes discrets et signes ostentatoires, approuvé en cela par les autorités catholiques et juives qui se sont tout de suite empressées de dire que leurs symboles n'étaient que discrets. En y regardant de plus près, on s'aperçoit que l'Islam est bien la seule religion importante en France qui n'impose pas de rapport de force à l'école laïque car elle n'en a pas les moyens (pas d'autorité unifiée et religion importée par des migrants... ceux dont justement l'Occident ne veut plus). En effet, ce n'est un secret pour personne que l'Eglise catholique a fait constamment pression pour qu'il n'y ait pas classe le Mercredi matin afin de préserver l'enseignement de son catéchisme ; que les autorités israélites



ont fait de même pour le Samedi matin et leurs fêtes religieuses... Faut-il rappeler qu'un aumônier est rattaché à chaque collège et lycée, qu'il existe nombre de cercles d'enseignants chrétiens qui informent leurs collègues à l'intérieur de l'école laïque de la tenue de leurs réunions[3]... sans oublier qu'il existe dans 3 départements (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle) un concordat qui permet entre autres aux curés, aux rabbins et aux pasteurs (mais pas aux imans) à venir officiellement répandre leur prosélytisme à l'intérieur même des établissements scolaires. Sur tous ces faits, on entend guère ces profs. Alors comment expliquer qu'ils ne s'en prennent qu'aux foulards si ce n'est par le fait qu'ils pensent très fortement que le danger pour leur laïcité et surtout pour les valeurs qu'ils défendent vient de l'Islam, c'est à dire des «Pays du Sud de religion musulmane».

Ils justifient aussi leur répression en s'appuyant sur la situation en Algérie (Bayrou développe la même argumentation) où des femmes sont tuées par des intégristes pour avoir refusées de porter le voile. Mais, ils ne cherchent pas à savoir **pourquoi** l'intégrisme musulman a autant d'émules et fait autant de ravages, de peur peut-être de découvrir que leur cher Occident démocratique est finalement hautement responsable de la situation économique et sociale de tous ces pays où l'on voit des masses de «crève la faim» se tourner vers la religion. Ils préfèrent s'attaquer aux conséquences plutôt qu'aux causes, cela laisse une place pour leur humanisme.

LES RÉACTIONS FACE À LA CIRCULAIRE BAYROU

Sur le terrain politicien, cette affaire du foulard révèle que le clivage Droite - Gauche sur un fait de société se gomme là aussi. Les plus à Droite seraient pour qu'une loi interdisant le port du foulard soit votée alors que les plus à Gauche sont pour le dialogue avec les familles incriminées dans le seul but qu'elles renoncent d'elles mêmes à ce symbole religieux.

Au niveau syndical, le S.G.E.N./C.F.D.T. et la Fédération de l'Education Nationale ont approuvé Bayrou. Plus à gauche, la F.S.U. a regretté le manque de concertation du Ministre et a opté pour la persuasion par le dialogue.

L'Islam subit donc un traitement particulier par rapport aux autres religions de la part de toute la classe politique et syndicale. Seule la Fédération des Conseillers de Parents d'Elèves (F.C.P.E.) s'est étonnée de cette circulaire Bayrou «alors qu'il n'y a aucune recrudescence des problèmes».

Maintenant, ce qui est plus intéressant, ce sont les réactions des lycéens et des lycéennes. La plupart du temps, ils ne comprennent pas qu'on s'en prennent à un foulard alors que les casquettes de rappeurs, les panoplies des punks, les croix diverses et multiples... ne posent apparemment pas de problèmes de cette ampleur. Certains et certaines ne s'y sont finalement pas trompés en invoquant le côté raciste de cette répression. Il semble qu'il y ait eu localement une certaine solidarité avec les victimes mais qu'elle fut limitée par l'intervention de groupes exté-

3. C'est ainsi que dans mon casier, en salle de prof. de mon lycée, je reçois régulièrement, comme tout le monde, l'ordre du jour de ces réunions.

rieurs au lycée développant un certain intégrisme musulman. N'en déplaise à certains, ces groupes musulmans profitent de cette répression comme n'importe quelle autre tendance politique le fait sur quelque sujet que ce soit. Ce n'est donc pas cela qui est scandaleux, mais le contenu de ce qu'ils racontent.

LA RÉPRESSION

Elle est actuellement limitée à quelques établissements scolaires où l'ensemble des enseignants mène une croisade ouverte contre l'Islam emboîtant ainsi allègrement le pas de Pasqua. Mais, après les vacances de la Toussaint, elle pourrait s'étendre. Les conséquences de cette répression sont diverses et multiples :

- C'est une répression de type sexiste ! En effet, qui la subit ? Des jeunes filles qu'on criminalise pendant que certains barbus en herbe (et imberbes) et skinheads (et autres...) fachos sont eux bien au chaud dans l'école laïque.

- Cela donne, comme nous l'avons dit plus haut, une bonne occase d'intervention politique des intégristes musulmans qui peuvent ainsi espérer se renforcer. Il faut noter tout de même qu'il n'y a pas aujourd'hui de réel danger intégriste pour les communautés musulmanes en France (même les sondages le montrent). Par contre, l'Islam devient une valeur refuge pour certains jeunes qui veulent se sortir de la galère aboutissant à la taule, l'expulsion ou même la mort. Mais même sur ce point, il faut être vigilant par rapport à ce qui se dit dans quasiment tous les milieux. L'Islam est la religion qui, en France, a le moins de lieux de culte. En effet pour 4 millions de musulmans, il y a environ un millier de mosquées (y compris les caves qui en font office) pour une capacité totale maximale de 100 000 personnes. Il y a plus de musulmans dans les bistrots, les P.M.U. et les boites de nuit que dans les lieux de prière même si tout cela joue un peu près le même rôle dans la société capitaliste actuelle.

Nos «curés» laïcs feraient mieux de s'attaquer aux causes de la montée du religieux en général qu'aux conséquences.

- Depuis que l'Etat et certains enseignants tentent de les réprimer, les porteuses du foulard islamique ne baissent pas les yeux. On peut même constater qu'elles ont tendance à relever la tête. En lycée, beaucoup d'entre elles le revendiquent comme faisant partie de leur identité, champ bien plus vaste que le religieux. Cela devrait interpeller tous ceux et toutes celles qui pensent qu'elles sont toutes contraintes et forcées de le mettre. Les «croisés» nous rétorquent que dans ce cas elles ont été tellement manipulées et conditionnées qu'elles en arrivent aujourd'hui à s'auto-aliéner. On peut leur répondre que la majeure partie de leur enseignement (forme et fond) repose sur ce même type de construction.

RIEN N'EST RÉGLÉ !

Quelques jours après la rentrée scolaire, on pouvait s'attendre que l'Etat frappe un grand coup. En fait Bayrou a tactiquement temporisé en pondant sa circulaire dont le contenu est en retrait par rapport à ce qu'il avait annoncé. En effet, lorsque toutes les possibilités de persuasion par le dialogue seront épuisées (et là il ne fixe pas de délai car il laisse finement le soin aux administrations et aux profs de le déterminer...) le couperet tombera : A savoir l'exclusion de l'école laïque avec prise en charge par l'Etat d'un enseignement à distance (cours par correspondance). S'il a temporisé c'est essentiellement par trouille que naisse un mouvement de solidarité dans les lycées ; et le meilleur moyen de l'éviter c'est peut-être de laisser à la base le soin de déterminer localement l'heure où la répression tombera. Ainsi les premières exclusions devraient intervenir à la rentrée de la Toussaint et s'échelonner sur plusieurs mois. En procédant ainsi il met dans sa poche tous les syndicats enseignants car aucun d'entre eux n'est fondamentalement en désaccord avec cette démarche même s'il y aura ici ou là quelques accrocs locaux.

Reste le milieu lycéen ? C'est la grande interrogation avec tout de même un espoir car le désir que soit respectée la liberté d'expression de chacun et de chacune y est très fort. Le meilleur moyen qu'ils ont de prendre en mains ce problème est peut-être de se battre contre toute discrimination religieuse, culturelle ou politique à l'école et s'il pouvait dénoncer dans la foulée que le seul prosélytisme autorisé à l'école laïque est celui de l'Etat (et pour cause car c'est l'école de l'Etat, n'en déplaise aux laïcs bornés) ce serait encore mieux. Attendons !

Denis, Reims le 16/10/94

Livres

Pensez-vous que les nouveautés s'arrêteraient un jour, une nuit ?! Comme si les "actualités" s'immobilisaient ! La vie s'en va, ici on la tue ; ailleurs, ou a deux pas de chez vous, elle se crée, elle crée et continue son itinéraire unique, en marchant, en écrivant ; promenade salubre, rêveries noires, qu'importe ! La vie ne se tait point ni ne s'enterre facilement.

Sur un mode personnel, revisitons les semaines passées :
Lu ***Barzakh* de Juan Goytisolo** ; une Visitation au purgatoire des musulmans pendant la guerre du Golfe. Il développe une imagination visionnaire en faveur d'une tolérance entre les cultures tout en stigmatisant l'intervention de "l'Alliance" en Irak (Gallimard 95 F). De même, un livre "sur le feu" à propos de la situation en Algérie. Goytisolo illustre souvent une pensée arabo-andalouse. Il est un des rares écrivains à mouiller sa chemise : il fait de nombreux séjours non médiatiques en Bosnie. (Un autre texte à lire à ce propos).

A lire : ***Des hommes ordinaires*** (le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne) de **Christopher R. Browning** : Les Belles Lettres 130 F. Ces policiers n'étaient pas des tortionnaires "nés" ; on le devient par lâcheté, par habitude : là est la réponse.
En 1992 était sorti de **Gordon J.Horowitz : *Mathausen, ville d'Autriche 1938-1945***, Seuil 149 F. Les habitants n'avaient rien vu... ou si peu. Une autre étude sur l'histoire de la déresponsabilisation.
En "passant"... le camp de Rivesalte (P.O. France) où furent successivement internés les Espagnols républicains, les Allemands démocrates et enfin les Juifs, est actuellement rasé. Question : pour faire de la place (sanitaire) à de nouveaux venus ? (à suivre).

Toujours dans la rubrique : quelques vérités sur la guerre 39-45 ***Oradour arrêt sur mémoire*** de **Sarah Farmer**, Calman Lévy 140 F (Comment une réalité historique fut détournée en imagerie d'Epinal).

Voici quelques livres de sortie récente, ajoutons-y deux livres de **Taslima Nasreen, *Lajja*** (La honte), Stock 120 F et ***Femmes manifestez-vous***, Ed. des Femmes 80 F. Histoire de se rappeler que les religions révélées ont toutes en commun leur volonté d'assouvissement des fidèles et de ravaler les femmes au rang de "sous-hommes" !!

Alors pour bien enfoncer le clou (cher aux chrétiens) faisons la part belle à **Oscar Panizza** qui écrivit entre autres ***Le concile d'Amour***. Autrefois édité par JJ Pauvert, aujourd'hui repris aux éditions Autrement, 1994, 79 F.
Ce texte très réjouissant, qui date de 1894, enfreint toutes les règles révérées de la morale. Il balaie par une charge légère les ombres menaçantes qui règnent au ciel. les personnages principaux de la pièce sont Dieu le père, sénile, décati, vulgaire, "pécheur", Marie, faussement prude, plutôt délurée, les pieds sur terre, Jésus, abruti, plaintif, hébété pour le moins, le Diable, le Malin par qui arrive l'épidémie et qui pourtant pourrait trouver chez le lecteur une certaine sympathie tant il est le seul à réfléchir, à ne pas succomber à la rancœur (synonyme de religion) qui anime les autres.
Le thème est simple parce que universel (plutôt simplement universel), les hommes sur terre (et pensez-vous ! jusque et y compris les religieux) sur terre font l'amour et ne cessent de forniquer. Dieu cherche à y remédier - l'Impuissant ? - il fait au diable une commande. Historiquement ce fut la syphilis ; le "mal de Naples", en 1495. Les générations de notre fin de siècle connaissent et affrontent un autre mal. Si la pièce d'O. Panizza est un classique, ce n'est assurément pas parce qu'il bénéficie d'une large publicité. Il est plutôt à mettre dans le "rayon" des classiques de la subversion. Plutôt contre les papistes et en règle générale contre la pègre sacerdotale, il manie à la fois l'humour, un style élégant et un raisonnement prodigieux.
Celui de montrer le rapport terre à terre et non religieux de la vengeance de Dieu, subterfuge de la rancœur des hommes envers leur "prochain". Dénoncer le tour de passe-passe mérite la prison. Ce qui fut fait. Et ce malgré la défense spirituelle qu'il fit devant le tribunal royal de Munich en 1895 (inclus dans le livre). Et pour que la coupe fut pleine et bue, "on" le réduisit à la folie. Le médecin O. Panizza qui travailla un temps chez les "fous"... le devint lui-même.

Il ne pouvait connaître la liberté, ce lecteur de Feuerbach, de Stirner, de Marx, au royaume de Guillaume II. Car plus que tout il utilisait une arme universelle : le rire. La colère devait être terrible : on promit son œuvre à l'obscurité. Comme on avait voulu effacer les lettres d'Abélard et Héloïse; celle-ci d'ailleurs fait une apparition émouvante dans la pièce de Panizza, comme une image de l'idéal féminin.
Peut-être que par delà le rire, la pièce ouvrait une question de fond, énoncée comme suit par André Breton : "l'abîme du Mal en tant que problème, pour peu qu'on se penche sur lui, frappe de précarité la corde que les hommes se passent pour y descendre, et si possible en remonter."

Aux éditions LUDD (maison sympathique et volontaire) vous trouverez d'autres textes de Panizza (pamphlets, lettres de prison...)

J.P. Sauzon. Octobre 1994

Le génocide franco africain. Faut-il juger F. Mitterrand ?
Pascal Krop.
Ed. J.-C. Lattès. 160 p. 75 F.

Titre et sous-titre racoleur, parfum de scandales sur fond de brûlot et ton de pamphlet, ce dossier réalisé par un journaliste de *L'événement du jeudi* dresse néanmoins un réquisitoire implacable contre la politique africaine de l'Etat français depuis la décolonisation. La cible principale reste cependant la diplomatie et l'affairisme mitterrandiens : livraisons d'armes à l'Afrique du sud et au Rwanda, soutien politique et logistique aux pires dictatures francophones, affairisme familial, financement des partis politiques français via l'aide au développement, exécutions d'opposants, organisation de répression ou de "coups d'Etat". La liste des coups bas et des manipulations de tous ordres de l'impérialisme français dans le pré-carré n'en fini pas d'être étayée dans ce dossier.
A lire de toute urgence si vous manquez encore d'arguments ou de convictions pour manifester à Bayonne le 5 novembre contre le sommet franco africain.

Philippe

L'Hypocrisie de la classe politique

En 1957 il vote, au conseil supérieur de la magistrature, la mort de Fernand Iveton, ce militant communiste accusé d'avoir posé une bombe dans un local désaffecté, en Algérie.

En 1959 il témoigne en faveur de Salan, grand chef de l'OAS, à son procès.

en 1965, Tixier Vignancourt, le candidat de l'extrême droite, l'avocat de l'OAS, appelle à voter pour lui au second tour contre le Général de Gaulle.

Ça suffit, non, comme exemples ? Oui, Mitterrand était bel et bien "Algérie française", comme on dit. Ne le saviez-vous pas, messieurs les dirigeants du PS qui feigniez maintenant de vous émouvoir ? Ne le saviez-vous pas M. Zarka qui avez jugé "consternantes" les révélations sur le passé de Mitterrand ? Pourtant, avant d'être numéro 2 ou 3 du PC, alors simple étudiant stalinien à Nanterre vous avez eu entre les mains un tract rappelant l'exécution de votre camarade Iveton dix ans auparavant, voté par celui avec lequel vous fites le programme commun ; je le sais, c'est moi qui vous l'ai donné ! Mais peut-être alors ne saviez vous pas lire, fréquentant assidument l'école du parti ; Ou alors, l'information venant d'un "gauchiste", était par définition fausse ; comme celles fournies par la presse d'extrême droite (*Le Crapouillot* et *Minute*) étaient par définition suspectes aux yeux des gens de gauche alors que cette presse de merde avait depuis longtemps publié les photos chocs de Tonton avec Pétain et autres informations "révélées" par Péan.

Beaucoup d'électeurs et de militants se sont indignés de ce qui fut révélé par Péan au point de déclarer que s'ils avaient su ils n'auraient pas voté pour F.M. Comme l'a dit S. Klarsfeld dans *Libération* du 12 septembre 94, "*Ils auraient dû mieux se renseigner ou être mieux renseignés par la classe politique*".

Faudra-t-il attendre encore 10 ou 20 ans pour qu'un nouveau livre sur François Mitterrand nous fasse des "révélations" sur son comportement... pendant la guerre d'Algérie ? Et provoque alors une stupéfaction, feinte ou réelle, parmi la jeune génération socialiste, peut-être alors revenue aux affaires ? Anticipons donc et laissons-nous aller à informer dès maintenant ceux qui feront plus tard les étonnés.

Car, en effet, qu'un Mitterrand prétende ne pas avoir été au courant, en 1943, des lois anti-juives de Vichy, est tout aussi invraisemblable que les déclarations d'un responsable socialiste qui affirme ne pas avoir connu le passé de son mentor !

Dix années passées au pouvoir, avec sous ses ordres moultes secrétaires, chefs de cabinet et assistants, laissait quand même le temps de consulter les organigrammes des gouvernements de la France depuis la guerre ainsi que la composition des cabinets ministériels, à seule fin, en une heure à peine, de vérifier si les rumeurs étaient fondées, non ? Nul secret d'archive à dénicher pour ce faire, ni enquête journalistique ou policière minutieuse !

Pour savoir, par exemple, que Tonton fut pour la première fois élu dans la Nièvre sur une liste d'extrême droite ; qu'en 1954, le ministre de l'Intérieur Mitterrand s'était entouré de gens de l'équipe Bousquet comme Jean-Paul Martin qui fut le très officiel directeur de cabinet du directeur de la police nationale Henri Cado (lui-même principal collaborateur de Bousquet) ; que ce même Martin fut en 1983 décoré de la Légion d'Honneur par FM lui-même. Pas besoin d'avoir fait l'école des Chartes pour ça ! Ni d'avoir suivi une formation de détective privé !

Mais de cela les chefs de la gauche se sont bien gardé d'en faire état à leur base ou au public ! Le PC, quant à lui avait bien des raisons de se taire pour qu'en

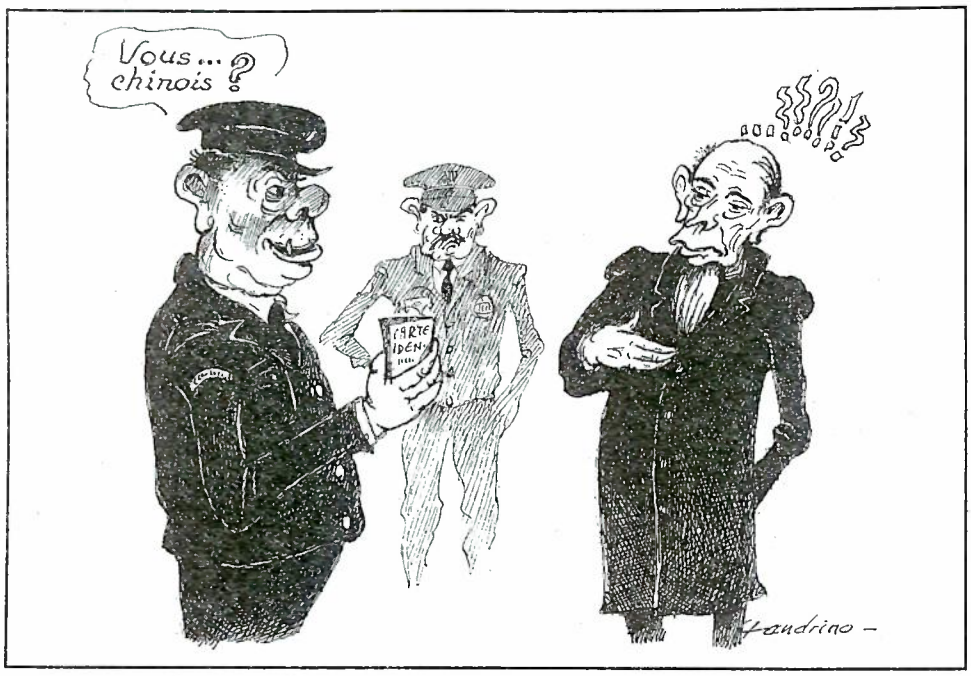
échange on ne remue pas trop la merde sur le passé du pacte germano-soviétique ou sur la biographie de Georges Marchais.

Echange de bons procédés, en somme. Mais pas seulement à gauche. Avez-vous remarqué combien la droite, dans sa grande majorité, fut singulièrement indulgente après la sortie du livre de Péan ? Avec un Papon au parcours que l'on sait (et que Chaban Delmas couvre depuis longtemps) ; avec un Albertini, ce fasciste/Vichyste reconverti en conseiller occulte de tous les gouvernements après 1945 sur les questions internationales, en particulier spécialiste de l'Est, et travaillant à l'institut Souvarine, haut lieu de l'anti-communisme primaire et virulent ; avec un Hersant symbole de tous les financiers, hommes d'affaires et industriels, eux aussi Vichystes, et qui participèrent, sans provoquer d'état d'âme, à la "reconstruction de la France" et au "rétablissement de la démocratie", il ne faut pas s'étonner du solide consensus prédominant sur ces questions. Sans compter que des Madelin, des Longuet, des Robert, ne prisent guère qu'on rappelle le passé des hommes politiques, eux qui furent, il n'y a pas si longtemps adhérents d'organisations de la droite la plus extrême !

Un consensus pas seulement national, soit dit en passant ! Il n'est qu'à dresser la liste des anciens nazis allemands qui furent embauchés par les USA via la CIA pour travailler, après la guerre, soit dans la technologie soit dans le renseignement en direction des pays "communistes".

On pourra toujours dire que ces gens-là, de Bousquet à Papon, de Martin à Hersant, furent "un peu résistants". C'est certainement vrai ne le nions pas, ça serait absurde. Il est toujours bon, après avoir envoyé des centaines de Juifs à la mort, d'en sauver quelques-uns et même de diner avec un bon ami Juif. Ces gens-là ne sont pas des idiots ! Et puis, n'est-ce pas le credo de la politique politicienne que d'être le plus près possible du pouvoir pour mieux le changer, l'infiltrer, l'influencer ?

Mais, plus intéressante que toute cette hypocrisie est la mise en lumière, une révélation pour beaucoup de gens, de ce que "la résistance" ne fut pas telle que l'histoire officielle nous la délimite, et qui nous dit, grosso modo, qu'il y avait alors deux grandes tendances qui se sont alliées conjoncturellement : les gaullistes et les communistes ; sur le plan de la lutte armée : les FFI et les FTP. On omet toujours soigneusement une troisième tendance : celle des tenants de la révolution nationale, issue de différentes nébuleuses de l'extrême droite d'avant guerre, dont



certains étaient fascistes, d'autres pas, certains antisémites d'autre non, tous un peu xénophobes tout de même, et pronant un pouvoir fort mais populaire, régénérateur de la France éternelle et qui ne regardaient pas, bien au contraire, d'un mauvais œil les régimes politiques italien surtout, espagnol beaucoup, et allemand parfois ; mais qui ne supportaient pas la présence d'une armée étrangère sur le sol national. En bref, le fascisme, pourquoi pas, mais sans les Boches chez nous. Cette tendance, représentée dans la résistance en Afrique du Nord par le général Giraud, fut celle de Mitterrand et même au début de la guerre, du général de Gaulle. Ces gens-là furent tout aussi résistants que les autres, mais malheureusement pour eux, ils n'étaient pas dans le sens de l'histoire, si bien que ceux qui ne se renièrent point le payèrent très cher ; quant aux autres ils s'accomodèrent de la "démocratie" pour se refaire une santé.

D'autres tenant de la révolution nationale, eux n'étaient pas gênés de la présence allemande et firent mieux que collaborer : et en ce sens on peut dire que la différence qu'il y avait entre Thorez et Doriot ne portait pas seulement sur la nature du régime à mettre en place mais surtout sur l'alliance à sceller pour y parvenir : avec l'Allemagne ou avec l'URSS. Fascisme brun- fascisme rouge, ça ne date pas d'hier !

Tout cela pour dire que ce qui fut "puni" et voué à l'opprobre à la libération ne fut pas réellement le fascisme, mais le manque de patriotisme.

On croyait Mitterrand cagoulard ou camelot du roi, il ne fit que fréquenter de près ces gens-là et rejoindre les Volontaires nationaux en 1934 (Les jeunes Croix de Feu du colonel de la Roque - tiens, encore un qui ne supportait pas les boches sur notre territoire). Il ne fit qu'écrire dans *l'écho de Paris*, en 1936, l'organe officieux du Parti social français né de la dissolution des Croix de Feu. Il ne fut qu'appointé par la Légion française des combattants et des volontaires de la révolution nationale en 1942. Et où est la différence qui pourtant en rassure quelques-un ? C'est comme si on se demandait si Madelin avait été au mouvement Occident ou à celui de Pierre Sidos et qu'on se lance dans une exégèse pour savoir lequel était le plus de droite.

Comprendre l'époque c'est aussi savoir qu'alors, nombre de jeunes, souvent révoltés, passaient allègrement des Croix de feu aux camelots pour se retrouver ensuite chez les anars, au PC ou chez Doriot... ou plus généralement devenir, lorsqu'ils s'agissait de "jeunes gens bien" ayant terminé leurs études, des technocrates prometteurs qui feront carrière chez les gaullistes ou à la SFIO. Il n'y a rien de bien nouveau et là n'est pas le scandale en ce qui concerne Mitterrand. Ce qui le différencie de bien d'autres jeunes gens de son époque c'est, en fait, sa fidélité, car en 43 il n'a plus 20 ans et c'est presque déjà un petit haut fonctionnaire. Ses débuts politiques ne furent pas une "erreur de jeunesse" mais bien le départ d'une carrière politique cohérente pour parvenir au pouvoir sans être un renégat. Et c'est ça qui fait le plus mal aux socialistes de 1994. Au moins, avec Delors on ne risque pas de leur renvoyer Vichy à la gueule... mais avouez qu'à force de se trouver des chefs chez leurs ennemis (Delors vient de chez Chaban Delmas) on peut finir par se demander si eux-mêmes ne sont pas du même côté.

JPD

Les enjeux de la crise

En matière de politique, les autorités algériennes ont, depuis le début, manié la carotte et le bâton. En effet, elles ont œuvré pour la mise en place de ce que l'on a dénommé "le tout sécuritaire". 28 000 morts et 70 milliards de dinars de dégâts plus tard, il est évident que cette orientation a échoué. L'Algérie est ainsi devenu un pays où près de 400 personnes par semaine trouvent la mort pour des raisons politiques.

Conscients de la possibilité d'un échec du volet répressif de leur politique, les dirigeants algériens ont toujours préconisé parallèlement "un dialogue national". Mais ce processus est sous-tendu par de curieuses conceptions. Le premier ministre algérien Mokdad Sifi a notamment appelé au rétablissement de la concorde nationale dans son discours du 7 août 1994. Mais il a, dans le même temps, lancé des attaques contre les partis politiques : "*Qu'est-ce qui est important ? Votre pays ou votre parti ? Votre idéologie ou votre peuple ? Votre discours ou la vie de ces jeunes fauchés par la mort violente et aveugle ? Vous demandez le dialogue : venez dialoguer ! Vous exigez des élections : venez nous aider à les organiser ! Vous voulez le pouvoir : venez le demander démocratiquement au peuple à travers les urnes, dans la paix et la stabilité*".

Sifi ne manque pas de culot en culpabilisant tous les opposants. En effet, ce ne sont pas les partis d'opposition qui ont arrêté le processus électoral et entrepris un coup d'Etat en janvier 1992 ! On comprend donc que le processus de dialogue soit à son tour un échec. Les seuls partis qui y participent appartiennent au courant conservateur : l'inamovible FLN, le mouvement En Nahda (intégristes modérés), le mouvement Hamas (intégristes modérés), le mouvement pour la démocratie en Algérie (Ben Bella), le parti pour le renouveau algérien.

Concrètement, le conseil national de transition où se retrouvent toutes ces organisations débute ses séances par la lecture du Coran, puis seulement l'hymne national. Même les intégristes les plus durs n'auraient imaginé aller aussi loin !

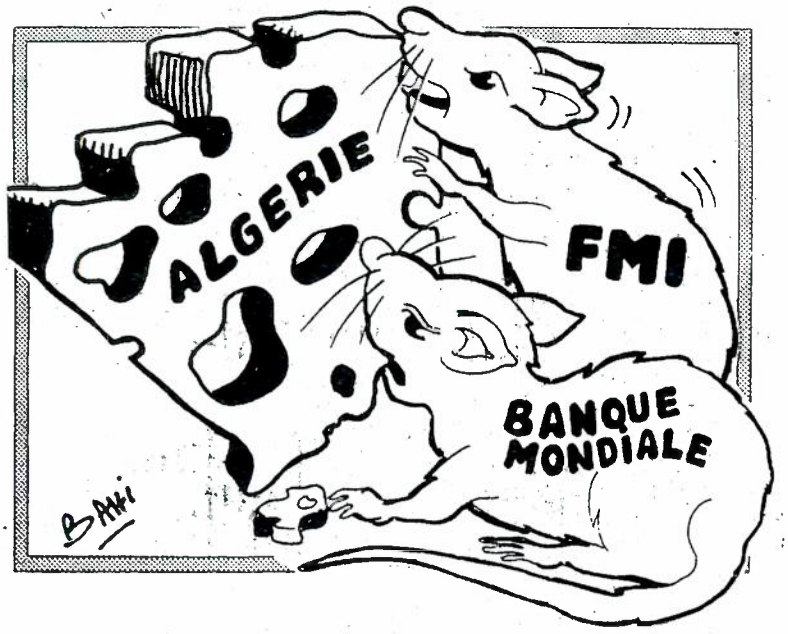
1994 est l'année du 40e anniversaire du déclenchement de la guerre d'Algérie (le 1er novembre 1954). Dans une conjoncture catastrophique, le gouvernement entend donner à cet événement une dimension importante. Ainsi, 800 millions de Dinars seront destinés aux célébrations et commémorations qui rappelleront la période de la lutte pour l'indépendance. Mais quarante années plus tard, quel bilan peut-on dresser ? Une question demeure, l'Algérie est-elle, depuis 1962, réellement un pays souverain, indépendant ? La nation algérienne tout entière n'est-elle pas engagée dans un processus qui la conduit à une domination et à une soumission par et pour les pays "riches" et leurs institutions internationales ?

A côté de ces appareils à la solde du pouvoir on trouve un triptyque qui refuse le cadre proposé par l'Etat. Il s'agit du Front des forces socialistes (FFS) de Ait Ahmed, du rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) du docteur Said Sadi, d'Ettahadi (ex communistes). Le RCD rejette le processus de dialogue pour les raisons suivantes : "*le dialogue en cours est une perte de temps*" et il se refuse "à tout compromis avec l'intégrisme". Fort justement son leader déclare qu' "*il y a un dialogue a un double niveau. On appelle les partis démocratiques devant les sunlight pour servir d'alibi alors que le reste des engagements, les problèmes du pays sont traités en coulisse, dans les parloirs d'une prison ou ailleurs*". Comme à son habitude Ettahadi est à contre-courant. En effet il s'en remet encore à l'armée pour sauver la situation puisqu'il revient à l'Etat "*de répondre à la guerre totale de l'intégrisme par une guerre totale contre l'intégrisme terroriste*". Le FFS dénonce pour sa part "*le cadre et les règles (qui) sont fixées unilatéralement par le pouvoir, ce qui rend difficile tout rapprochement entre les points de vue et les approches des différentes parties*".

SOUS LA PRESSION AMERICAINE, L'ETAT ALGERIEN TENTE DE NEGOCIER AVEC LE FIS...

Compte tenu de l'absence des principaux acteurs et des pressions internationales, il fallait donc frapper un grand coup. Ce fut fait le 13 septembre 1994 par la libération de 5 dirigeants du mouvement islamiste dont Abassi Madani et Ali Belhadj. Ils avaient tous les deux été arrêtés le 30 juin 1991 pour complot contre la sûreté de l'Etat. Les mois de mai et juin 1991 avaient été marqués par un conflit ouvert entre le pouvoir et les intégristes : grève générale, accrochages armés faisant plusieurs morts, proclamation de l'état de siège (5 juin 1991).

L'objectif de ce geste était officiellement de mettre fin à la violence. Le porte parole de la présidence a donc déclaré que "*la présidence de l'Etat a réuni toutes les conditions nécessaires à même de permettre à la direction du FIS dissous d'entreprendre les contacts qu'elle juge nécessaire*



et d'exprimer clairement sa position à propos de la crise que traverse le pays". Au demeurant, l'élimination par les services spéciaux, fin septembre, du chef du GIA Chérif Gousmi, tomba curieusement à pic pour permettre une OPA sur ce mouvement. Certains voyaient déjà Mohamed Said (ancien haut dirigeant du FIS) à la tête du GIA, favorisant ainsi l'opération. Cependant c'est Mafoud Tadjine alias Abou Khalil Mahfoud (âgé de 36 ans) et opposé au dialogue avec le FIS qui a remplacé Chérif Gousmi. Cet épisode démontre avant tout que les 5 intégristes libérés début septembre 1994 sont coupés de la réalité depuis leur emprisonnement en 1991. Leur prise sur la nébuleuse intégriste armée est donc plus que douteuse.

Quoi qu'il en soit, le pouvoir acculé comme il est, a cru bon de passer un accord secret avec Madani et Belhadj. C'est certainement ce message qu'a porté le ministre de l'Intérieur algérien Meziane Chérif à Rabah Kébir lors de leur rencontre de début septembre en Allemagne. Cette visite fut d'ailleurs précédée par celles d'émissaires américains et français. Les généraux Betchine et Denadji ont réalisé une mission identique en se rendant à la même époque en Suisse. Et des craintes ont surgi à ce sujet de toutes parts :

- Déclaration du secrétaire général de l'UGTA (syndicat principal) : le dialogue est "*une expérience dont la finalité est la mort (...) c'est pour cela que lui refuse le suicide*"

- Démission de Leila Asslaoui, porte parole du gouvernement, qui avait en charge le dossier des victimes du terrorisme.

- Intervention de l'ancien premier ministre Redah Malek, dénonçant la libération d'Abassi Madani comme "*une concession unilatérale de taille*" d'autant plus grave que "*les dirigeants élargis n'ont pas condamné le terrorisme mais le revendiquent en l'assimilant au djihad*".

Radah Malek propose même la création d'un nouveau parti avec Leila Aslaoui, mais aussi le colonel Salin Saadi qui a également démissionné du gouvernement en guise de protestation contre l'élargissement des leaders intégristes.

... TOUT EN RASSURANT L'ARMEE

C'est donc contraint et forcé que Liamine Zeroual (chef de l'Etat algérien) a dû réunir le 3 octobre les dirigeants de l'armée afin de s'expliquer sur les libérations d'Abassi Madani et Belhadj. Affirmant qu' "*il n'y aurait jamais de discussion avec les groupes terroristes*", il a également déclaré aux officiers présents que "*nous remplissons toutes les conditions économiques pour obtenir ce que nous voulons, mais c'est la situation politique qui a été mise en cause par les négociateurs américains, et c'est eux qu'il fallait apaiser*". Début octobre, le général Khaled Nezzar, un des responsables de la répression des émeutes de 88, s'est rendu à Washington au Département d'Etat puis au QG de la CIA.

Ces libérations apparaissent donc comme le résultat des pressions internationales. A l'issue du sommet du G7 Mitterrand lui-même avait appelé à la poursuite du "dialogue". Juppé, devant l'Assemblée nationale a réitéré cet appel le jour même où le CNPF organisait une "journée Algérie" en présence du ministre algérien de l'économie M. Benbitour (13 octobre 1994). Ainsi "*nous avons défini une politique cohérente que nous mettons en œuvre en étroite collaboration avec nos partenaires européens et occidentaux*" Quelle est cette politique ? Elle se résume par un mot : le dialogue car "*ce chemin est le seul qui puisse mener quelque part. La France continuera donc à prôner le dialogue*". "*les élections doivent être l'aboutissement du dialogue politique*". Le premier ministre algérien en accord avec Juppé a précisé le 26 septembre 1994 que "*l'objectif de ce dialogue est clair comme de l'eau de roche : arriver à un consensus entre tous les partis pour reprendre le processus électoral*".

VERS UNE INGERENCE INTERNATIONALE DIRECTE...

Or, un retour au processus électoral ne serait ni plus ni moins que l'aveu de l'inutilité du coup d'Etat de janvier 1992. Il signifierait encore un retour à la case départ ! Et, depuis que le premier ministre a proposé dans son discours de présentation du programme de gouvernement "*vous voulez des élections, venez nous aider à les organiser ! Vous voulez le pouvoir, venez le demander démocratiquement au peuple à travers les urnes*", on ne cesse de parler d'élections. Des rumeurs nous apprennent qu'une nouvelle loi électorale serait en préparation avec pour règles le scrutin uninominal proportionnel à un tour, l'obligation pour tout candidat à la présidence de la République, de recueillir au minimum 10 000 signatures réparties dans 24 régions.

Mais au-delà de ces bruits de couloir, les appétits s'aiguisent, notamment ceux d'Ait Ahmed. En effet, ce dernier a demandé fin septembre "*des garanties internationales pour redonner espoir et sécuriser la population*". Ce projet prendrait la forme d'une conférence internationale pour instaurer la démocratie et rétablir la paix en Algérie. Ait Ahmed a certainement un exemple en tête. En effet, lors d'une discussion avec le chef de l'Etat algérien le 9 octobre 1994, le secrétaire par intérim du FFS, Said Khelil, a précisé ses vues en indiquant que son organisation souhaitait que "*la communauté internationale engage son poids en faveur d'une Algérie démocratique comme elle l'a fait en Afrique du Sud*". Ait Ahmed se prendrait-il pour un nouveau Mandela ? En Afrique du Sud un gouvernement d'union nationale présidé par Mandela a mis en œuvre un programme de reconstruction et de développement (RDP) digne des programmes d'ajustement structurels définis par le FMI. Les institutions sud africaines confèrent un droit de veto permanent aux représentations politiques de l'ancien régime d'apartheid. Certaines organisations d'extrême gauche comme l'AZAPO qualifient le RDP de trahison néocolonialiste. Et pour cause, le RDP sera

soumis du 26 au 28 octobre à la banque mondiale et au FMI qui réalisera une mission en novembre en Afrique du Sud. Mais ces institutions internationales ne trouveront rien à redire. Le RDP prévoit une réduction de 3 % par des dépenses publiques, la diminution des effectifs de l'administration, l'ouverture aux investisseurs étrangers.

SUR FOND DE BRAS DE FER FRANCO-AMERICAIN...

Est-ce cela que propose Ait Ahmed en faisant appel à la communauté internationale qui, entre autre, étouffe le peuple irakien par un embargo ignoble ? Les portions alimentaires ne représentent plus que la moitié des besoins en protéine et calories de la population irakienne. Ait Ahmed n'est pas fou, il a bien conscience qu'en Algérie (comme au Rwanda) se joue une partie de bras de fer entre la France et les Etats-Unis. Ces derniers sont d'ailleurs en train de prendre le pas. Un traitement international de la question algérienne signifierait leur victoire. L'acteur hégémonique des relations internationales ce sont bien les Etats-Unis. c'est également le pays qui pousse le pouvoir à une cohabitation avec le FIS. Pour le *New York Time* "*Dans la crise algérienne la diplomatie américaine aura décidément joué un rôle exemplaire. Elle a notamment eu le mérite de prendre ses distances avec la position dure, intransigeante de l'ancienne puissance coloniale. la France (...) incapable d'envisager d'autres solutions qu'un soutien inconditionnel à l'actuel gouvernement*".

... SOUS L'EGIDE DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

Enfin, l'appel à une intervention extérieure pour solutionner la crise politique n'est que l'aboutissement de la ligne du FFS. Cette solution fait fort justement le lien entre politique et économique. Le FFS ne rejette pas l'accord avec le FMI. Certes, la dégradation de la situation économique du pays est le résultat de cet accord. Mais "*celui-ci a été mal négocié*" tout simplement (déclaration d'Ait Ahmed au journal *El Païs*). La politique du FMI n'est donc aucunement remise en cause. D'ailleurs, le conseil national du FFS du 22 septembre 1994 se contente de noter "*une forte réduction de la marge d'autonomie de l'Algérie, tant vis-à-vis des institutions internationales que de ses créanciers*".

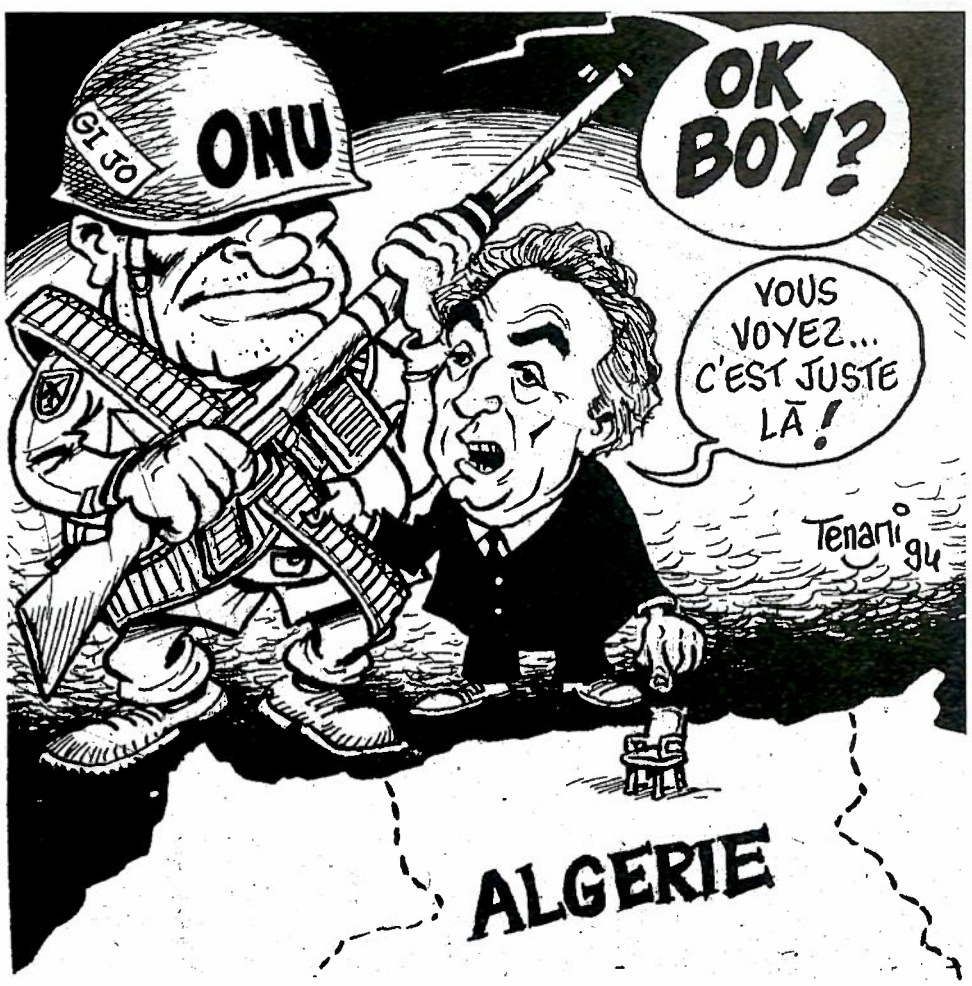
A travers la crise politique nous sommes donc arrivés au deuxième volet du communiqué du G7 : les réformes économiques. Le FIS fait peser des menaces non voilées sur celles-ci. Pour Rabah Kébir (représentant officiel du FIS exilé en Allemagne), "*tous les accords conclus durant la période d'illégitimité seront révisés lors de l'avènement d'un gouvernement légitime....Un gouvernement légitime se trouverait les mains liées sous prétexte qu'il existe des accords... Ce gouvernement n'est pas tenu par ces accords... Les hausses vertigineuses des prix montrent que l'Algérie est gérée par les injonctions du FMI*". Mais d'un autre côté il laisse la porte ouverte : *L'Algérie ne doit pas être gérée avec l'héritage d'un gouvernement illégitime*" En effet "*une mesure d'une telle importance doit être prise par un gouvernement légitime*". Le FIS vise par ces déclarations deux objectifs : 1) se positionner comme le seul interlocuteur légitime capable de négocier avec les institutions internationales, le pouvoir doit, de toutes les façons, lui échoir. 2) Marquer des points auprès de la population qui subit quotidiennement le plan d'ajustement structurel.

LA SITUATION ALGERIENNE N'INQUIETE PAS LES CAPITALISTES...

C'est pourquoi les partenaires économiques de l'Algérie ne sont pas effrayés. Bien au contraire, un des directeurs de la commission européenne, Ebeard Rhein estime que "*les choses vont mieux que vous en le pensez en Algérie, et les perspectives d'une relance des relations euro-algériennes sont sur la bonne voie... Jamais depuis une vingtaine d'années les perspectives économiques et politiques n'ont été aussi prometteuses et favorables en Algérie*".

Il est vrai que l'année 1994 a connu une accélération des réformes. La plateforme de consensus national de janvier a donné à l'Etat comme but la poursuite et l'approfondissement des "*réformes structurelles de l'économie en concertation avec les partenaires sociaux en vue de l'adapter aux grandes mutations internationales et d'accéder à l'économie de marché*".

Le changement de personne à la tête du régime (Liamine Zeroual a succédé à Ali Kafi) a également influencé le cours des choses. Dans un de ses premiers discours Zeroual a affirmé que "*l'endettement extérieur dont le poids constitue une*



lourde charge pour le pays, trouvera ses solutions adéquates dans le cadre des négociations avec les institutions internationales". Suivant cette logique, dès le 9 avril 1994, le gouvernement algérien adressait une lettre d'intention au FMI. En conséquence un nouveau premier ministre était nommé le 11 avril. Dans sa première déclaration à la presse Sifi Mokhad annonçait que "*le nouveau gouvernement s'inscrira dans le respect de tous les engagements pris par l'Etat aux niveaux international et national*". Tout au long de l'année 94, le pouvoir algérien va multiplier les signes d'allégeance au FMI, à la banque mondiale et au G7.

ASSAINIR L'ECONOMIE C'EST APPAUVRIR LE PEUPLE

Le G7 exige de nouvelles réformes en juillet. Un mois plus tard, le gouvernement algérien présente son programme de gouvernement qui comprend un plan d'assainissement de l'économie :

"*L'assainissement de l'économie passe par :*

1) Une politique de rigueur fondée sur la recherche graduelle de l'équilibre entre les recettes et les dépenses de l'Etat,

2) une politique monétaire et financière plus rigoureuse,

3) une libéralisation du commerce extérieur (...)

4) La réforme de la politique des changes (...)

5) La réforme du système des prix : le gouvernement a décidé d'une accélération de la libéralisation des prix intérieurs et d'un réajustement à la hausse des prix des produits subventionnés. Il continuera à subventionner la semoule, le lait et la farine, mais l'objectif est d'arriver à moyen terme à l'élimination de toute subvention globale".

La loi de finances pour 1995 propose, dans ce cadre, d'affecter 148 milliards de dinars à la restructuration (destruction) des entreprises concernant 232 000 personnes. D'ores et déjà 88 entreprises seront dissoutes. Le FMI ne peut que se réjouir de cette situation. Le 3 octobre, Camdessus, directeur général du FMI apportait son soutien à Sifi : "*Les services du fonds viennent de procéder à une revue du programme. A cet égard j'ai le plaisir de vous annoncer que tous les critères de réalisation arrêtés dans l'accord de confirmation pour la fin juin ont bien été respectés. De plus, les indications dont nous disposons pour l'instant laissent à penser qu'il devrait en être de même pour les critères fixés pour la fin septembre. Par ailleurs toutes les mesures structurelles prévues sous cet accord ont été appliquées conformément au programme. (...) En somme, les autorités algériennes continuent à faire preuve d'un courage exemplaire en appliquant un programme économique et financier ambitieux dans des conditions sociales particulièrement difficiles. Cette politique courageuse a déjà produit des résultats tout à fait encourageants et mérite le soutien*";

Des résultats encourageants, jugeons par nous-mêmes. 130 000 salariés des BTP n'ont pas été payés depuis 17 mois. Dans d'autres secteurs, il en va de même. Ainsi les 3000 salariés non voyant de l'entreprise EPIH ne sont plus payés depuis 8 mois. Le pouvoir d'achat se réduit comme une peau de chagrin. Deux kilos de pomme de terre ou de tomates représentent une journée de salaire, un kilo de café 1/8 du salaire. Encore faut-il en trouver. D'ailleurs les cafetiers revendent les marcs de café. Parfois cette denrée est mélangée à de la farine de pois chiche. Un kilo de bœuf vaut 370 dinars, un œuf 6 dinars. L'Algérie est un pays producteur d'hydrocarbures, pourtant l'essence y est un luxe : 9,50 dinars. Or ce n'est pas tout. Selon le secrétaire de l'UGTA "*la cause du mécontentement des travailleurs ne se limite pas à la revendication salariale, mais à leur résistance et refus de privatisation de leur entreprise et son bradage*". A Oran, l'eau coule un jour sur quatre ! Au demeurant, le filet social destiné en principe à atténuer les effets de l'accord avec le FMI prévoit la création de "poste de travail d'intérêt communautaire" (version algérienne du TUC ou du CES) en contrepartie d'un salaire de 1800 dinars (le kilo de café atteint le prix de 500 dinars !).

El Moujahid donne le ton : "*Dans les faits cela s'est traduit, pour reprendre une expression du FMI, par une meilleure gestion des ressources financières du pays. Naturellement le passage à l'économie de marché suppose des contraintes sociales et du sacrifice. (...) Les citoyens ont bien entendu toutes les raisons d'être inquiets pour leurs maigres ressources, mais c'est un passage obligé*".

LA DOMINATION SUBIE PAR L'ALGERIE EST AUSSI CULTURELLE

A la question que nous posions au début : l'Algérie est-elle aujourd'hui indépendante ? Nous pouvons donc répondre que non. Ce pays est de plus en plus dépendant économiquement et politiquement. Mais il y a un autre domaine où l'Algérie n'est pas maîtresse d'elle-même. Il s'agit de la sphère culturelle ou identitaire. Les intégristes, comme le pouvoir, réduisent l'Algérie au contenu de l'idéologie arabo-musulmane. Depuis 1962, ils ont imposé à l'Algérie un modèle culturel emprunté aux pays du Moyen-Orient et par conséquent aux antipodes de l' "algériannité". "*Nous sommes arabes et musulmans*" nous ont-ils dit. La question tamazight a le mérite de rappeler que cette affirmation est fausse.

Les derniers événements de Kabylie prouvent que certains (militaires opposés au compromis avec les groupes islamistes, intégristes opposés à un accord avec le pouvoir) veulent accentuer la crise en embrasant la Kabylie. Ils ont faillis réussir. Pour l'instant ils ont échoué. Mais ils savent que la réintroduction totale du tamazight dans la définition de l'identité algérienne, associée à la notion de laïcité est un des éléments de réponse à la crise actuelle De l'Algérie. En effet, elles permettront de remettre les choses (religion, langues, pouvoir politique) à leur place.

Peut être qu'un jour les poètes algériens ne pourront-ils plus dire que "*l'école algérienne a produit des monstres qui éteignent les étoiles*" (Matoub Lounès). Mais nous n'en sommes pas encore là. C'est pourquoi le mouvement culturel berbère a appelé au boycott des écoles. Une grève générale a même eu lieu les 5 et 6 octobre. L'école du pouvoir est donc rejetée par tous les camps. Les universités sont devenues des citadelles assiégées par les groupes intégristes. Des bombes y explosent. 1200 enseignants, par peur d'être assassinés comme l'ont été certains de leurs collègues, ont quitté l'Algérie, principalement à destination de la France.

Or, le gouvernement français utilise les événements algériens à des fins de politique intérieure. Il avance ses pions dans cette élection présidentielle en jouant sur la peur. L'épisode Folembray s'inscrit dans cette logique. Tout maghrébin est devenu un terroriste en puissance. La chasse aux immigrés est organisée et légitimée aux yeux de l'opinion publique.

Les 7, 8 et 9 novembre 1994 constitueront un autre temps fort dans la gestion de la crise algérienne par le gouvernement Mitterrand/Balladur/Pasqua. En effet, se tiendra à cette date et à Biarritz, un sommet franco-africain. Pour la première fois depuis 1962, l'Algérie y participera. Zeroual au côté de Mandela (on le retouve à nouveau) seront les invités de marque de ce sommet franco colonial.

1100 gardes du corps, 4000 policiers supplémentaires, des bâtiments de guerre, des forces anti-émeutes, des tireurs d'élite protégeront tout ce beau monde. Rassurons-les, les principales forces démocratiques du pays des Droits de l'Homme : parti socialiste, parti communiste, Ligue "communiste révolutionnaire", n'appellent pas à manifester sous les fenêtres de Biarritz. La solidarité avec le tiers monde et la lutte contre le néocolonialisme sont peut-être un des thèmes de leurs discours, en tous cas ils ne sont pas une de leur pratique !

Karim - Reims

L'aspect civil ne masque pas la réalité du pouvoir qui est militaire, tout comme Lamine Zeroual face à son propre reflet !

Zine

STAR

Star est un zine à caractère essentiellement antihomophobe et antisexiste.

Le deuxième numéro (septembre 94) est très international.

On nous invite d'abord à découvrir un groupe de lesbiennes gérant un centre culturel en Inde, leurs difficultés à établir des contacts à l'intérieur du pays, mais aussi leur collaboration fructueuse avec des groupes gays. Un texte d'analyse sur un récent vote de l'âge de consentement au Royaume-Uni permet de conclure que ce ne sont pas des lois qui feront disparaître les discriminations et les problèmes de relations «avant l'âge». Enfin, des infos de Roumanie et du Chili nous rappellent que, de nos jours encore, les discriminations en fonction de la sexualité peuvent encore avoir des conséquences très graves.

Ce numéro propose également un dossier sur le sort réservé aux homosexuelLEs par les nazis, avec plusieurs extraits de documents d'époque et de témoignages. Il évoque aussi les polémiques récentes sur la reconnaissance de la participation des homosexuelLEs aux cérémonies de commémorations : «La commémoration de la déportation ne changera pas plus de choses que le 8 Mars ne l'a fait pour les femmes.»

L'équipe de Star propose par ailleurs d'organiser un camping antipatriarcal (et antisexiste, antihomophobe) l'été prochain. Si vous êtes intéresséEs pour participer à sa préparation ou à son organisation, si vous avez des idées de thèmes de discussion, envoyez un petit mot au journal.

STAR (prix libre)
c/o MAB, 37 rue Burdeau - 69001 LYON

Abonnez-vous, réabonnez-vous !
Soutenez la presse militante...

L'Mouvement

ALTERNATIVE SYNDICALISTE

Le numéro 8 de la revue L'Alternative Syndicaliste vient de sortir.

Au sommaire :

- Editorial : De l'automne sociale à l'alternative autogestionnaire
- Dossier : Le mouvement pour l'économie distributive
- A.C. : Après la marche, quel regroupement pour les chômeurs ? Quelles orientations ?
- Dans les boîtes : Du côté de l'A.N.P.E. Entretien avec une militante C.F.D.T. de l'A.N.P.E.
- Education : L'échec scolaire
- Débat : Quelle coordination entre alternatifs ?
- Syndicalisme sous l'occupation
- Infos internationales : Brésil, Canada, Suède, Moldavie
- Des crayons de combat : Käte KOLLWITZ et Jürg KREIEBUHL
- Itinéraire syndicaliste-révolutionnaire : Paul Delesalle
- Notes de lecture

Pour s'abonner ou acheter au numéro : Ecrire à Alternative Syndicaliste, 41 rue des Marais, 95210 Saint Gratien.

Chèque à l'ordre de C.R.A.S. (Abonnement 120 frs pour 6 numéros, prix à l'unité 25 frs).

APPEL AUX ASSOCIATIONS ET SYMPATHISANTS DE LA CRII-RAD

La CRII-RAD s'est donnée pour rôle d'informer la population sur l'ensemble des dossiers touchant à la radioactivité, agissant en totale indépendance des pouvoirs publics, des partis politiques, et des industriels.

Sa capacité d'investigation est directement liée à l'équipement de son laboratoire : A l'heure actuelle, trois chaînes de spectrométrie gamma permettent d'identifier et de quantifier un grand nombre d'éléments radioactifs.

Mais la recherche du tritium, radioélément rejeté en abondance par les installations nucléaires, nécessite un détecteur spécifique - un analyseur à scintillation liquide.

Pour pouvoir analyser, de manière indépendante, cet isotope radioactif de l'hydrogène, la CRII-RAD a décidé de faire appel à ses sympathisants.

Pour ce faire 450 000 frs sont nécessaires, mais plus de la moitié a déjà été collectée.

Alors, encore un effort...

Envoyer vos chèques libellés à l'ordre de la CRII-RAD

CRII-RAD - 471 av. V. Hugo - 26000 Valence.

SOUSCRIPTION «CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DU COMITE D'ACTION DES PRISONNIERS *de Christophe Soulié*

La prison est bien ancrée dans les esprits. De gauche, de droite ou du centre, aucun parti politique ne remet en cause fondamentalement son existence. Tout au plus, les uns s'inquiéteront de l'intrusion du secteur privé dans ce qu'ils désignent, non sans euphémisme, comme une service public. Dans le même temps, les autres hurleront après son "humanisation" induisant le fantasme de la "Prison Quatre Etoiles".

Pourtant, après deux siècles d'existence, son bilan est globalement négatif. Le système pénitentiaire a largement démontré son inutilité, tout comme la défunte peine de mort.

Dans la foulée de mai 68, des détenus se sont regroupés dans le Comité d'Action des Prisonniers. Au centre de leurs revendications, la suppression pure et simple de la prison. Leur moyen d'action, la réalisation et la diffusion d'un journal. L'entreprise durera de 1972 à 1980.

Pour la première fois, des détenus dits de droit commun, prennent la parole collectivement, non seulement pour dénoncer leurs conditions de détention mais aussi pour en tirer des conclusions politiques.

Comment cette parole des ténèbres a-t-elle pu avoir droit de cité ? Comment a-t-elle conquis sa légitimité ? Quel a été son message ? Qu'a-t-elle dévoilé ? Autant de questions qui amènent à parler de la prison, du droit, de la loi ou de la justice, du point de vue des détenus, à travers la parole du Comité d'Action des Prisonniers.

Souscription jusqu'au 31 décembre 94, prix : 100 F (port compris).

Ecrire à Analis : B.P. 28 33031 Bordeaux Cedex. Tél. 56 92 73 66.

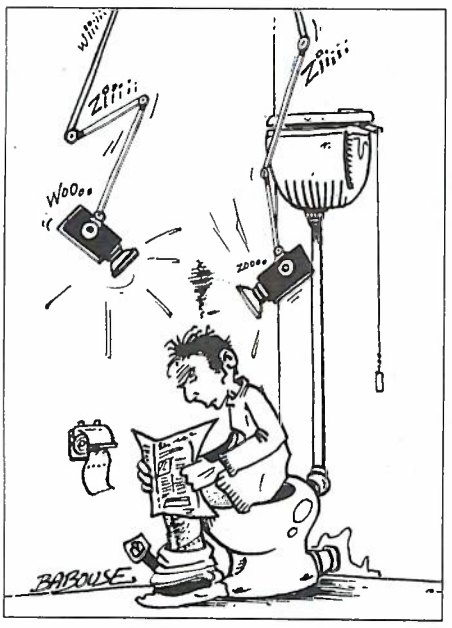
«NE PLUS SUBIR»

Le collectif «Ne plus subir» vient d'éditer le N°1 de son bimensuel d'expression libertaire et révolutionnaire.

Au sommaire : Les enfants martyrs du Brésil, le travail, le cannabis et ses applications thérapeutiques, des infos, toxicomanie et Sida...

Le numéro est à 12 frs (port compris), l'abonnement à 70 frs pour 6 n°.

Pour tous contacts : Ecrire à «Ne Plus Subir» c/o B. Nihotte, B.P. 74, 57805 Freyming-Merlebach Cedex



FETE/DÉBAT ANTIFASCISTE À MARSEILLE

L'Union Locale C.N.T.-A.I.T. de Marseille vous convie à une fête-débat antifasciste à la Friche Belle de Mai, 41 rue Jobin, 13003 Marseille, le 12 novembre 1994, à partir de 16 heures.

La C.N.T. co-organise cette journée avec Cap 250, Réflex/no pasaran, Collectif Marseille-Fraternité et RED.

Pour tous contacts : C.N.T., vieille Bourse du Travail, 13 rue de l'Académie, 13001 Marseille.

Du délire sécuritaire à l'Etat bâton

Le sénat avait limité le droit de fouille des véhicules à 10 km autour dés manifestations. Les députés ont élargi le champ d'application de cette mesure jusqu'à "une aire géographique strictement proportionnée aux nécessités que font apparaître les circonstances." La période de fouille, limitée à 24 h avant la manifestation et jusqu'à sa dispersion, permettra de contrôler la présence d'objets pouvant servir de projectiles ou d'armes contre les forces de l'ordre.

FOUILLE DES VÉHICULES

Quand on sait qu'à Paris, par exemple, il n'y a pas un jour sans manif, parfois une dizaine et plus par jour (1300 manifestations revendicatives recensées par le préfet de police pour l'année 93), on voit que cette mesure donne à la police les moyens d'étendre un contrôle quasi quotidien sur la population. D'autre part l'interprétation policière de l'articleL.132-75 du code pénal sera arbitraire au possible puisque cet article permet de classer à peu près tous les objets dans la catégorie des armes. Posséder un cric ou même un parapluie (sans parler des bois qui tiennent les banderoles) serait passible d'une interdiction de manifester pour une durée de trois ans maximum (un an de prison et 100 000 F d'amende en cas de non respect).

Comme le signalait l'article de Reims dans le numéro précédent de CA, ces fouilles de véhicule pouvaient être déjà effectuées par la gendarmerie et la police judiciaire, mais dans des situations exceptionnelles. Les fouilles de véhicule étaient également autorisées pour certains fonctionnaires des douanes jusqu'à une distance de 200 Km des frontières et dans un rayon de 20 km autour des aéroports. Il en est de même de certains agents des contributions indirectes.

Le 11 octobre 1994, les députés ont adopté (comme prévu) le projet de loi de C. Pasqua sur la sécurité. Mais la majorité UDF-RPR, estimant le projet adopté par le Sénat insuffisant, en ont musclé les principales mesures. Le texte devant repasser devant le Sénat et l'Assemblée avant d'être définitivement adopté, connaîtra peut-être encore quelques modifications.

Mais jusqu'à présent, les fouilles préventives généralisées de voitures avant une manif étaient totalement illégales. Cette mesure risque de provoquer un problème constitutionnel. La cour de cassation considérant qu'un véhicule doit être assimilé à un domicile, le conseil constitutionnel avait déjà eu, par le passé, à casser une loi semblable, l'estimant contraire à la constitution et aux libertés des citoyens. La trouvera-t-il conforme aujourd'hui ?

En attendant, une chose est claire : Pasqua pose là le premier jalon contre le droit de manifester. Dans l'immédiat il s'agit d'une restriction mais il a avancé la possibilité qu' "un jour le droit de manifester sera remis en cause".

ACCES DES FORCES DE L'ORDRE DANS LES IMMEUBLES

Ne se sentant plus, dans leur élan sécuritaire, et la fouille des véhicules n'y suffisant pas, nos chers députés ont également donné l'autorisation aux forces de l'ordre (police et gendarmerie) d'intervenir dans les parties communes des immeubles d'habitation (halls, parkings, caves) après en avoir reçu "l'autorisation permanente" des proprios ou exploitants d'immeubles. Le but de cette mesure est de permettre une présence policière plus importante dans certaines cités. D'ailleurs Pasqua annonce que 2000 policiers supplémentaires seront déployés avant la fin de l'année dans ces "zones difficiles", avec l'intention d'utiliser davantage de CRS dans les "opérations de sécurisation". Le gouvernement assortira ces mesures d'un effort financier considérable (11 milliards de francs) ainsi que de mesures sociales (aides au logement et au travail dans les zones sensibles).

Enfin, pour permettre une "action plus efficace contre la petite et moyenne délinquance, en particulier dans les quartiers difficiles où sévissent des bandes", un

article du texte de loi sur la sécurité est consacré à la protection des témoins et des plaignants qui pourront se faire domicilier au commissariat où à la brigade de gendarmerie. Les flics attendent de cet "anonymat résidentiel" un regain de plaintes et de témoignages. Pasqua déplore d'un côté que l'organisation de la police soit régie par une loi de 1941, mais de l'autre légalise la délation.

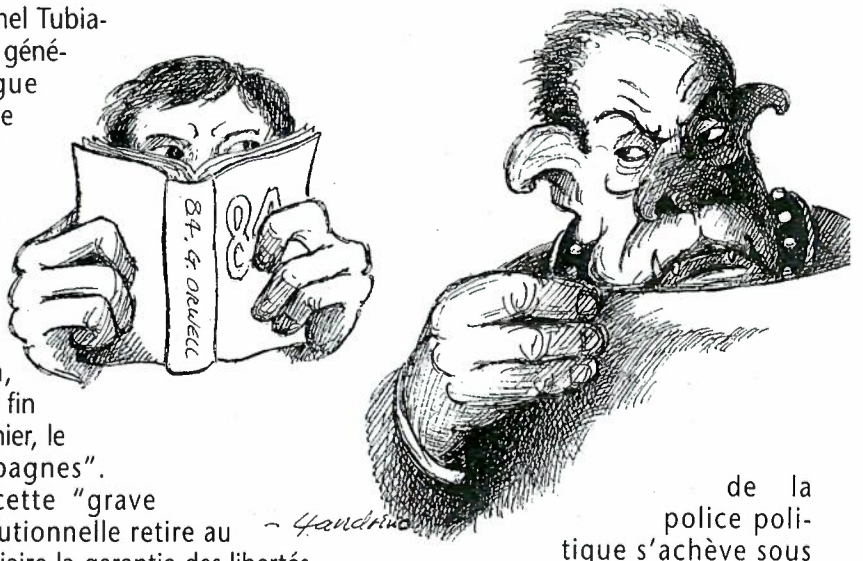
VIDÉO-SURVEILLANCE

Depuis 1990, les services de maintenance de télésurveillance ont connu, à l'échelle nationale, une croissance de 56 % et le gardiennage de près de 20 % (les agents de surveillance allant du simple gardiennage aux formes très techniques de télésurveillance). Ce marché devrait se développer pendant quelques années encore, puisqu'aujourd'hui la vidéo-surveillance est autorisée sur la voie publique (sur décision du préfet) y compris devant les entrées d'immeuble : "Afin d'assurer la protection des bâtiments publics et leurs abords, la régulation du trafic routier", mais également "pour constater les infractions à la circulation" et prévenir "les atteintes à la sécurité des personnes et des biens".

Les sénateurs avaient limité le délai de destruction des bandes enregistrées à un mois. Les députés, se faisant plus républicains que le ministre de l'Intérieur, l'ont étendu jusqu'à six mois.

Quant au Préfet, il pourra donner sa décision après avis d'une commission départementale, les sénateurs et les députés ayant rejeté un contrôle préalable de la commission nationale informatique et liberté sur l'installation des systèmes de vidéo-surveillance. Un contrôle de la CNIL aurait été (quoi qu'on puisse penser d'elle) un dernier garde-fou pour les libertés des individus. Son éjection confirme le caractère liberticide de la politique Pasqua. Outre ces principales mesures, la loi Pasqua sur la sécurité instaure le développement du gardiennage, le marquage des véhicules, l'obligation de services d'ordre dans les manifestations sportives ou culturelles, etc.[1]

Me Michel Tubiana, secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme, à propos de cette nouvelle loi, évoque une "conception de l'Etat-bâton, typique de la fin du siècle dernier, le temps des bagnes". Selon lui, cette "grave dérive institutionnelle retire au pouvoir judiciaire la garantie des libertés individuelles, pour la confier aux Préfets, c'est-à-dire à la seule administration".



LE FONDEMENT DE LA POLICE, BREF HISTORIQUE

S'il est vrai que toute institution est le produit d'une histoire, la police est une technique qui a servi à organiser l'Etat. Mais contrairement à ce qui peut être parfois soutenu, elle n'a pas toujours existé. L'Etat a certes une fonction de maintien de l'ordre social, mais il n'a pas toujours eu une police, force spécialisée dans le maintien de l'ordre intérieur, pour atteindre ce but. Il a fallu une longue évolution historique pour que la police, à l'origine fonction de l'Etat, devienne une administration. Historiquement, la construction de la police échappe à tout projet. Ayant ses origines sous l'ancien régime, la force spécialisée dans le maintien de l'ordre intérieur, prendra sa forme moderne au cours du XXe siècle, à partir de la distinction entre la gendarmerie, force militaire (créée en 1790 succédant à la maréchaussée de l'ancien régime) et la police, force civile.

Le modèle français de police repose aujourd'hui sur la dualité d'une force civile et d'une force militaire. Mais il n'empêche que le principe de spécialisation est affirmé dans la mesure où la gendarmerie est bien une police. Ce n'est qu'après la spécialisation structurelle et fonctionnelle de la police que s'instaurera aux XIXe et XXe siècles la spécialisation des services, avec la création en 1846 des commissaires chargés de contrôler les chemins de fer, qui aboutira en 1942 à la constitution des renseignements généraux. La première police spécialisée sera donc celle du renseignement, la seconde sera celle de la police judiciaire avec la création par Clemenceau en 1907 de la police mobile. Enfin, le processus de bureaucratisation de la police politique s'achève sous Vichy qui crée une Direction nationale des RG. La question qui s'est toujours posée a été de savoir si les RG pouvaient être qualifiés de police politique au sens strict. La réponse est affirmative dans la mesure où cette police est soumise au gouvernement et utilise des moyens souvent à la limite de la légalité. Mais le renseignement politique a considérablement évolué dans la mesure où il ne constitue plus un pilier du régime. Les RG ont banalisé le renseignement politique qui est devenu une activité policière parmi d'autres, tandis que le pouvoir utilise d'autres moyens pour se maintenir en place[2].

ORGANISATION DE LA POLICE ET RENFORCEMENT DU POUVOIR D'ÉTAT

Le changement au sein de la police doit être lu de deux façon : il concerne d'abord l'administration pour laquelle il dessine un nouveau modèle. Il intéresse ensuite l'Etat dont il dresse le nouveau profil à partir de ses nouvelles missions, ses nouveaux rapports à la société. La police est donc bien le laboratoire pratique d'une administration entendue au sens étroit, elle est le laboratoire théorique d'un Etat qui englobe administration, la société et la politique.

La nouvelle loi sur la sécurité doit être replacée dans le contexte des "grands chantiers" d'aménagement du territoire de C. Pasqua. Le "chantier de modernisation de la police" est donc ouvert. Il implique des réformes, à commencer par celles des corps de police. Mais le changement se fera autour de deux notions essentielles : la coordination et la territorialisation. La politique qui est menée par Pasqua, tout en se voulant décentralisatrice, renforce, assez curieusement, le pouvoir de l'Etat et plus particulièrement du Préfet.

1. Un nouveau projet de loi présenté par Pasqua au conseil des ministres prévoit d'étendre aux gares ferroviaires et aux ports maritimes, les zones de non-droit dites "zone d'attente", aménagées dans les aéroports pour accueillir et réexpédier les demandeurs d'asile. Il prévoit également des sanctions plus sévères pour qui commettrait "le délit de faciliter l'entrée et le séjour irrégulier d'un étranger en France".

2. La suppression prochaine du service des "grandes oreilles" ne supprimera pas pour autant le renseignement politique; économique et social. Ce sont les préfets qui récupéreront dans leur escarcelle ces missions. Le gouvernement se dote ainsi d'un outil sur lequel son contrôle sera encore plus présent.

DE LA DÉPARTEMENTALISATION A LA TERRITORIALISATION

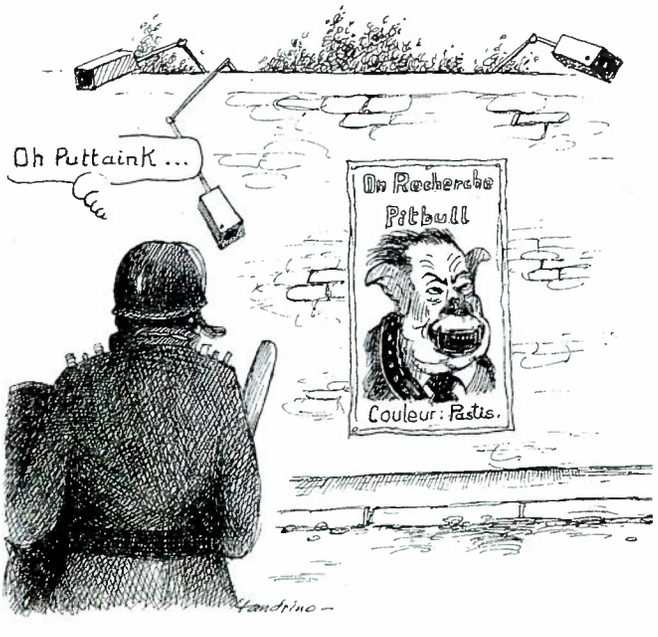
La multiplicité des polices apparaît comme constituant la source d'une grave dysfonctionnement. Aussi, l'ensemble de la politique policière est orientée vers la coordination. Au sein même de la police d'Etat, la départementalisation (concoctée par P. Joxe en 1992) se devait d'être avant tout une politique de coordination, et de façon plus générale on peut imaginer une situation où la gendarmerie ne serait plus en concurrence avec la police nationale dans un système où travailleraient ensemble la gendarmerie, la police nationale, les polices municipales et les agences privées. Notons tout de même que police et gendarmerie ont toujours eu des rapports difficiles pour des raisons à la fois historiques et sociologiques. Concurrente de la police nationale, la gendarmerie est une force performante (placée sous l'autorité du ministre de la défense, elle exerce des fonctions de police militaire - 7,36 % de son activité, des fonctions de police administrative - 53,92 %, et des fonctions de police judiciaire - 32, 22 %, que ni les hommes politiques, ni même les magistrats n'ont intérêt à supprimer. Les uns et les autres aiment pouvoir choisir entre les deux corps aussi bien pour maintenir l'ordre que pour exercer des fonctions de police judiciaire. Mais rien n'empêche une démilitarisation de la gendarmerie qui pourrait ainsi se rapprocher de la police sans que l'existence du corps ne soit brutalement remis en cause.

L'ensemble de la politique pasquaienne est guidée par la notion de territorialisation qui repose sur une conception fonctionnelle de la police qui doit s'adapter à ses territoires. Le département n'étant pas le niveau le plus pertinent pour réformer une administration dont la modernité se situe du côté de la région, de l'agglomération et des territoires de proximité. En outre, il n'est pas certain que la justice trouve dans le cadre départemental une zone géographique la mieux adaptée à sa modernisation. Entre la départementalisation de Joxe et la territorialisation de Pasqua existe potentiellement une différence de nature : alors que la première met l'accent sur les moyens, la seconde développe une nouvelle philosophie où justement les structures doivent être finalisées.

LA SÉCURITÉ AU CŒUR DE LA TRANSFORMATION DE LA POLICE

Mais la territorialisation pose la question complexe de savoir qui a la responsabilité de la police et qui a celle de la coordination d'une politique de sécurité intérieure. La notion de sécurité est éminemment politique. Elle est définie sur le plan national par le premier ministre et sur le plan local par le Préfet et le Maire. Mais depuis le rapport Bonnemaison de 1982, existe tout un dispositif administratif qui précise la notion et ses trajectoires administratives. Sur le plan central, la délégation interministérielle à la Ville (DIV) et l'Institut des Hautes études de la Sécurité intérieure (IHESI) jouent un rôle important pour replacer la problématique de la sécurité dans celle de la ville. Sur le plan local la question se pose de savoir qui a en charge les politiques de sécurité et quels en sont les acteurs. Les diagnostiques locaux de sécurité impulsés par la DIV et l'IHESI permettent à Pasqua d'y voir plus clair. En principe, les politiques de sécurité dépendent des conseils départementaux et communaux de prévention de la délinquance qui doivent associer plusieurs partenaires : l'Etat, les communes et les associations concernées. La politique de sécurité devrait donc être, par excellence, une politique de concertation et de partenariat. Mais le grand point d'interrogation reste : qui est en position pour impulser l'ensemble ? Comme déjà souligné, le rapport Bonnemaison confie au maire un rôle central. Il semble cependant que de 1982 à 1990, les conseils communaux de prévention de la délinquance aient inégalement fonctionnés. Le partenariat a été difficile à mettre en œuvre tandis qu'il était souvent impossible d'organiser une bonne collaboration entre les policiers et les associations (et c'est tant mieux !). C'est pourquoi une tendance se fait jour qui tend à confier au Préfet une relance des politiques de sécurité sur le plan local.

A l'époque de la loi "sécurité et liberté", l'idéologie sécuritaire s'opposait aux traditions juridiques républicaines. Par la suite, on a pu considérer que la notion de sécurité était politique et sociologique, mais qu'elle n'avait pas de dimension juridique. Aujourd'hui, deux constats doivent être faits. la sécurité produit de nouvelles règles juridiques quand elle reconnaît, par exemple, des compétences aux polices municipales ou aux sociétés privées de gardiennage. Dans l'ensemble, la sécurité a tendance a conférer à la police des pouvoirs nouveaux. Ce mouvement a commencé avec la loi "sécurité et liberté" qui étendait, par exemple, les pouvoirs des flics en matière de garde à vue ; il se poursuivra dans le cadre de la police européenne avec les droits reconnus à la police hors des frontières nationales.



VERS UNE POLICE EUROPÉENNE ?

La coopération policière européenne déjà mise en œuvre avec le groupe TREVI en 1976 (qui réunit les états membres de la CEE pour se coordonner dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, mais aussi pour échanger des informations en matière de maintien de l'ordre public et s'est approfondi en 92 en prenant en charge l'immigration clandestine) et les accords de Schengen de 1985, va devenir, pour les Etats, une nécessité dans l'optique de l'ouverture des frontières en Europe. N'en doutons pas, ses effets sur les polices nationales seront considérables. Même si nous sommes loin d'une police européenne, les modèles policiers européens auront néanmoins tendance à se rapprocher.

Il est certain que les inquiétudes qui naîtront du maillage territorial qui est en train de se construire, réactivera le débat sur la police et les libertés.

Christian, Caen, octobre 1994

Bibiographie :

J.J. Gleisal : *La police en France*, Que sais-je ?

A. Lebigre : *La police, une histoire sous influence*, Ed. La Découverte/Gallimard.

LUTTES ET RÉPRESSION

C.A.: Tu as travaillé essentiellement avec le CNI, comité national indépendant de défense des prisonniers, des exilés et des familles de disparus. Peux-tu nous présenter cette association ?

Ils travaillent à l'échelle du Mexique et existent depuis une dizaine d'années, dans des conditions très difficiles parce qu'ils n'ont pas un rond. Il y a au moins un ou deux permanents par Etat, qui n'ont pas d'argent mais sont hébergés par les familles. Ils sont indépendants de l'Etat, du P.R.I.[1] et des partis. Ce qu'on appelle mouvements indépendants au Mexique, ce sont les mouvements indépendants du P.R.I. Actuellement, ils n'ont pas d'adresse et logent sous une tente car la police a plusieurs fois arrêté des gens, tout casé et piqué le fichier.

C.A.: Quelles sont les réactions dans le Mexique à ce qui s'est passé au Chapas ?

C'est difficile de faire une réponse générale.

Dans le Chapas, les gens t'en parlent dans la rue, ils vendent des petites poupées indiennes qui représentent le commandant Marcos et la commandante Ramona... surtout à San Cristobal et dans la région, ce sont les libérateurs. Même pour la petite bourgeoisie, qu'ils n'ont pas attaquée. La population est unanime. Ils ont fait très attention, ils n'ont pas été dans les quartiers de la petite bourgeoisie, ils n'ont pas été dans les hôtels. Ils ne se sont attaqués qu'à l'Etat, aux symboles de l'Etat, les prisons, l'armée, la police, le gouverneur, les maire, tout ça étant le P.R.I., l'Etat représenté par le P.R.I.

A Mexico, tous les militants et sympathisants de la gauche les appuient, dans

M., Avocate, a été au Mexique de fin juillet à la mi-septembre pour le Comité européen pour la défense des droits de l'homme au Mexique. Elle a été à Mexico, dans le Chapas et au Guerrero.

les réunions il y a toujours des petits drapeaux pour l'EZLN... J'étais dans un quartier d'ouvriers et employés, les gens étaient très pour. Mais ailleurs, je ne peux pas dire. J'ai pris trois jours de vacances dans le Yucatan, les serveurs étaient pour, dès qu'ils savaient que j'étais européenne (et pas américaine), ils me demandaient ce que les gens en pensaient en Europe, etc. Ca ne les a pas empêchés de voter P.R.I.

C.A.: La censure a-t-elle été importante ?

La presse mexicaine ressemble à la presse française. Les journaux sont tellement merdiques que je ne sais pas s'ils censuraient ou pas. Ce qu'ils aiment c'est les histoires de fesses, les meurtres, les viols... sauf un, «La Jornada». La télé n'en parlait pas, c'est vrai.

LES LUTTES INDIENNES

C.A.: Parle-nous des organisations indiennes.

Au départ, chaque communauté indienne était organisée séparément. Ensuite elles se sont regroupées politiquement. Ca a commencé par des ethnies, puis ça s'est mélangé. L'organisation des Huastecas, le F.D.O.M.E.Z., est sur cinq régions. Dans l'O.C.E.Z. il y a plusieurs ethnies, c'est plus mélangé, et ils couvrent aussi plusieurs régions. J'ai rencontré l'O.C.E.Z. au Chapas. Les communautés ne sont pas facilement accessibles, il faut parfois y aller à cheval, en barque... Ils nous ont donc organisé une réunion à Ocosingo. La route de San Cristobal à Ocosingo longe la forêt, c'est très militarisé, on a eu cinq barrages sur cent km. De l'autre côté, c'est la frontière avec le Guatemala. Les choses se jouent sur le plan politique.

Sur le plan militaire, l'armée a profité de la trêve pour quadriller entièrement. La guérilla est à l'intérieur de la forêt, mais ce n'est pas loin des communautés. Ces dernières sont sur les montagnes, et n'ont en général ni eau, ni électricité, ni routes. A cette réunion il y avait quatre communautés, toutes les femmes avec qui j'ai parlé (si on peut s'exprimer ainsi car elles ne comprennent généralement pas l'espagnol), avaient perdu un ou deux gamins. Déjà pour aller à ce qui n'est même pas un hôpital mais une infirmerie à Ocosingo, il faut cinq heures de marche.

Il y a eu 23 arrestations en juin 93 dans ces communautés, la police avait tout piqué, tout cassé, et puis après ils leur ont trouvé des inculpations, alors qui vol, qui homicide, qui guérilla, qui... La première chose qu'a faite l'EZLN en janvier 94, c'est d'ouvrir la prison en disant aux gens, «si vous voulez vous venez avec nous, si vous ne voulez pas, rentrez»... Il y a eu des contacts d'organisations, mais chacun veut garder son indépendance. Dans les textes de l'EZLN, on trouve tout le temps le respect des luttes qui ne sont pas des luttes armées. Pour l'instant, chacun garde son indépendance et ses formes de lutte. Bien sûr, l'action de l'EZLN a représenté un gros encouragement.

1. P.R.I. : Parti Révolutionnaire Institutionnel, au pouvoir depuis 60 ans.

C.A.: Sur quoi portent les luttes ?

Ce sont essentiellement des occupations de terres, pour récupérer les terres dont ils ont été spoliés il y a une soixantaine d'années, mais qu'ils ont toujours occupées, réoccupées... Ca se passe toujours avec des morts, des tortures... D'un côté il y a des distributions de terres, officiellement le gouverneur leur donne des papiers, mais au moment de la légalisation par le juge, celui-ci ne les reconnaît pas, c'est attribué aux caciques, aux propriétaires terriens. Ou alors l'inverse, le juge a déjà reconnu la propriété du cacique quand ils obtiennent leur papier. Donc on vient les chasser, et là selon les cas, c'est soit la garde blanche du cacique (armée privée), soit cette garde plus la police judiciaire, et parfois plus l'armée, et alors là c'est la curie... Ca dure depuis soixante ans avec des moments plus ou moins forts, du moins pour les communautés indiennes qui sont organisées.

Ils ont aussi d'autres revendications. Outre la terre, encore faut-il avoir des outils, des engrais, des techniques agricoles... Ils ont commencé à avoir des écoles depuis cinq six ans, mais en espagnol et il est question d'en fermer. Ils revendiquent des écoles bilingues. Non seulement le gouvernement ne veut pas, mais très peu d'instituteurs connaissent une langue indienne (il y aurait environ un tiers d'Indiens au Mexique)... C'est un gros problème. L'immense majorité des femmes et beaucoup d'hommes ne comprennent pas l'espagnol et ne peuvent communiquer ni avec l'administration, ni avec les médecins, ni avec les hôpitaux, ni rien...

LA CONVENTION NATIONALE ET LES ÉLECTIONS

C.A.: Peux-tu nous parler de la Convention Nationale ?

6.000 personnes y ont assisté, représentantes d'organisations. Les deux organisations indiennes que j'ai rencontrées, les deux plus importantes, l'O.C.E.Z. et le F.D.O.M.E.Z., y étaient. C'était un appel lancé par l'EZLN à la résistance civile, à toutes les organisations indépendantes pour discuter de deux points, un gouvernement de transition et le changement de constitution, et aussi bien sûr des injustices, de la répression, etc. Les organisations de lutte armée ont ensuite été exclues de cet appel. Au fur et à mesure que la Convention se rapprochait, on a senti que l'enjeu de celle-ci devenait l'appel au vote pour Gardenas, du moins pour une partie des organisations qui étaient autour de cette Convention. En outre, beaucoup d'intellectuels ont été mis à la direction officielle de la Convention, alors que plusieurs d'entre eux sont quand même très représentatifs d'une classe moyenne qui s'est très bien accommodée du régime pendant longtemps.

C.A.: Et donc la Convention a appelé à voter Gardenas.

Voilà. Déjà elle a appelé à voter, parce que beaucoup de ces organisations ne votaient pas. Ca posait un véritable problème parce que le P.R.I. sait bien frauder, et tous les bulletins non utilisés se retrouvent des bulletins P.R.I. C'est pour ça que certains ont décidé de voter.

C.A.: Ensuite, Gardenas a perdu les élections pendant que tu étais encore là-bas. Quelles ont été les réactions ?

Certains y croyaient, d'autres non. C'est vrai que les meetings étaient énormes. Il faut dire que Gardenas est encore moins énergique que Mitterand, même si la base de son parti, le P.R.D.[2], est beaucoup plus dynamique que celle du P.S. En fait, c'est surtout le fils de son père qui a été Président de la République et a fait pas mal de réformes. Mais il faut rappeler que le P.R.I. est au pouvoir depuis soixante ans, et qu'un changement représenterait quelque chose d'énorme. Ceci dit, Gardenas fils a appartenu au P.R.I.

Certains ne sortaient pas de l'idée «c'est la fraude». Or ce n'est pas que la fraude. Il y en a eu, bien sûr. Beaucoup de partis se présentaient dont le P.A.N., qui est un petit frère du P.R.I. Gardenas a eu moins de voix qu'en 88 où il avait gagné, et où c'est vraiment à cause de la fraude que le P.R.I. s'est maintenu.

Les communautés indiennes organisées ont voté Gardenas . Ailleurs, quand tu discutais avec les gens hors des milieux militants, à peu près la moitié disaient qu'ils votaient P.R.I. et la moitié Gardenas. Beaucoup votent P.R.I. parce qu'ils sont là depuis cinquante ans. En plus, la fraude commence bien avant les élections. Le P.R.I. et l'Etat ne font qu'un. C'est un Etat fédéral avec des gouverneurs. Les gouverneurs, les crédits, les terres... sont distribués deux-trois mois avant les élections. Les observateurs de l'O.N.U. ne parlaient pas tous l'espagnol et sont partis deux jours après les élections. Or les résultats officiels ont été proclamés au bout de 24 jours. Les observateurs de l'O.N.U. ont plus servi d'alibi que d'autre chose. Je peux citer l'exemple d'un restaurateur naturalisé mexicain sur une petite île qui doit payer tous les trois mois au procureur. Avant les élections il est venu le voir pour lui dire de voter P.R.I. ainsi que toute sa famille, et que ça se saurait s'il ne le faisait pas. Ils ont beaucoup de méthodes qui ne sont pas visibles le jour du vote. Je pense que le P.R.I. a eu la majorité des bulletins, pas les 58 % annoncés, mais c'est vraiment une mafia qui tient le pays en coupe réglée.

Les uns ne sont pas sortis de l'idée que c'était la fraude, les autres sont retournés à leur ancienne position qui était de penser que les élections ne servaient à rien. Les militants du P.R.D. voulaient manifester contre la fraude, aller plus loin, mais ça leur a été interdit par leur direction. Ca avait déjà été le cas en pire en 88, les gens voulaient bouger et c'est lui qui avait bloqué. Donc il ne s'est pas passé grand chose sauf dans le Chapas.

Là ils s'opposent à la venue du nouveau gouverneur du P.R.I. (les élections ne prennent leur valeur qu'à compter du 1er janvier quand l'Assemblée et le Sénat ont voté). Bien sûr, il est passé de justesse et uniquement grâce à la fraude. Un des

2. P.R.D. Parti Révolutionnaire Démocratique.

points de la négociation avec l'EZLN était le refus de ce gouverneur au profit du candidat du P.R.D., qui est mieux que la moyenne de ses pairs. Il a subi un accident suspect (jeté dans le ravin par un deux tonnes sans plaque) où il a été grièvement blessé (les trois autres sont morts). Il y a une multiplication de luttes indiennes et s'ils n'obtiennent pas ce gouverneur ils veulent installer un double pouvoir. En ce moment ils occupent des mairies pendant deux trois jours et puis partent, ils essaient d'empêcher le pouvoir de s'installer.

Dans le P.R.I. certains veulent la bagarre directe avec l'EZLN, d'autres voudraient les isoler pour ensuite les éliminer progressivement. De ce point de vue, la publicité internationale a été très importante, c'est elle qui a empêché qu'ils se fassent massacrer.

C.A. : Quelle évolution de la situation peut-on attendre ?

Je suis plutôt optimiste sur la continuation de la lutte, même si la victoire totale immédiate n'est pas pour demain. Les élections n'ont pas vraiment marqué ni les gens ni les organisations. On disait que dans le Michocoan, où je n'ai pas été, il commençait à y avoir une résistance civile importante.

C.A. : Peux-tu nous parler des autres mouvements, notamment armés, dans le reste du Mexique ?

Il y a une organisation nationale qui s'appelle le PROCUP. J'ai rencontré certains de leurs militants en prison. Ils avaient été arrêtés pour l'assassinat de deux vigiles devant un journal. Le PROCUP existe depuis environ vingt ans. Je peux difficilement évaluer leur implantation réelle, car je ne les ai vus que dans une prison, à Mexico. Leur objectif est la révolution socialiste, mais c'est l'objectif de toutes les organisations au Mexique, y compris l'EZLN et les organisations indiennes. Les deux points communs de toutes les organisations sont la révolution socialiste et le soutien à Cuba.

Beaucoup de bruits circulent. Par exemple on m'a dit que j'étais folle d'aller dans le Guerrero, il y avait la guérilla, les militaires... C'est un Etat où il y a eu il y a une trentaine d'années une guérilla qui a duré dix ans, «la guérilla du pauvre». Elle a été initiée par un instituteur, Lucio Cabanas, ils se sont battus pendant dix ans avec le soutien des villages de la montagne. Il a été assassiné. Ce fut une guérilla très importante. Mais elle n'a rien obtenu, elle a été complètement ratiboisée. Ce n'était pas centré sur la question des occupations de terre, comme son nom l'indique, c'était «les pauvres». Il y avait déjà le problème des disparus. Tu vois sur les ponts des petites affichettes, quelques fois une photo... La répression y a été féroce. Les parents des disparus n'ont jamais pu avoir de nouvelles depuis 1974. Cet été, je n'ai pas vu l'ombre d'un militaire et les familles qu'on a vues ne nous ont pas parlé de guérilla non plus alors que ce sont les familles de disparus de la première guérilla, encore actives. Elle était peut-être de l'autre côté de la montagne, je ne sais pas. Certains disent que même dans le Chapas il y a aussi d'autres guérillas que l'EZLN. Mais je n'ai jamais obtenu de précisions.

Les seuls dont j'ai véritablement entendu parler comme mouvement armé, c'est le PROCUP et je n'ai vu qu'eux. Mais c'est possible que ce soit vrai. Ca peut être des petits groupes, des noyaux...

RÉPRESSION ET CORRUPTION

C.A. : Et la répression ?

On a l'impression qu'il y a une division du travail: la torture systématique, mais vraiment systématique, pour les politiques comme pour les droits communs, c'est l'affaire de la police judiciaire. C'est au point que certains directeurs de prison font faire un certificat médical attestant de tortures à l'arrivée des détenus pour être eux-mêmes couverts. Il est d'autant plus difficile de connaître le nombre de détenus politiques que les Indiens sont condamnés pour des motifs de droit commun (homicide, viol).

Cette pratique systématique de la torture fait que plus de la moitié des détenus sont innocents. Ils en ont parfois la preuve. Les aveux sont extorqués sous la torture. Ensuite, soit tu as du fric pour payer le juge et tu peux sortir avec les preuves de ton innocence, soit tu seras condamné. On peut parler du cas d'un indien Otomi, défendu par Amnesty International et même la commission des droits de l'homme officielle du Mexique mais toujours en prison, à qui on a fait signer des aveux complets de meurtre en espagnol alors qu'il le parle à peine, et signés avec le pouce parce qu'il ne sait pas lire. Il est condamné à 25 ans, peine confirmée en appel et en cour suprême, après une grève de la faim et s'être cousu les lèvres en signe de protestation. L'injustice et la corruption sont indissociables.

Le premier recteur indigène de Guajaca a voulu faire des réformes, on l'a expédié à Mexico et il a fondé une petite organisation sans rapport avec le PROCUP. Ils l'ont arrêté dans l'affaire de vigiles tués. Il avait un rendez-vous officiel à Guajaca pendant le meurtre. On l'a alors condamné comme «auteur intellectuel» du meurtre. Il a été condamné à neuf ans de prison. La législation est très libérale, on peut sortir en conditionnelle au bout du quart de la peine, mais si tu ne payes pas ça passe en commission. Il y est toujours depuis quatre ans et demie. Un article de Loi précise qu'on doit sortir de prison à 63 ans. Il en a 66. Il est toujours là. Lui c'est pour des raisons politiques, c'est parce qu'il a refusé les offres qu'on lui a faites. Il a créé une organisation nationale des prisonniers. On connaît même le cas de gens qui ne sont pas sortis à la fin de leur peine. Il y a un détenu à qui c'est arrivé, ils l'avaient oublié, quand ils s'en sont aperçus ils lui ont collé une autre condamnation.

Les familles essaient de payer. Dans un petit village de pêcheurs la famille avait tout vendu, la maison et tout ce qu'il y avait dedans, la camionnette, ils ne savaient pas encore où ils allaient vivre, et ça n'a servi à rien parce que l'avocat s'est tiré. C'est un jeune pêcheur accusé de viol et homicide une nuit où il était à la pêche, tout le village a fait une pétition pour le dire, et ça ne sert à rien.

C.A. : Et en ce qui concerne les conditions de détention ?

C'est à la fois l'horreur et le laxisme par rapport à ici. Le régime varie d'une prison à l'autre. Dans une prison du Chapas, ils ne leur donnent rien à manger. Dans les autres prisons, les familles viennent quasi librement, les gens s'égayent dans la nature avec les repas amenés, alors que là, ils limitent ce que peut apporter la famille et il faut tout acheter. Il y avait deux Indiens de l'O.C.E.Z. dont l'un accusé par le cacique d'avoir volé du café. Le juge l'a d'abord libéré au bout de 15 jours, puis réarrêté 8 jours après, dans son bureau il y avait le cacique... et il est toujours en prison.

Sinon, c'est les prisons à la latino-américaine, les familles viennent, etc. Je ne suis jamais rentrée officiellement, la seule fois où j'ai essayé ça a été refusé. Je suis toujours rentrée avec les familles en

me présentant comme belle-sœur, cousine... J'ai visité ainsi cinq prisons. On peut aussi entrer en payant.

Dans une prison une fois, on rentre avec la famille, et c'était le silence total. Le détenu qu'on venait voir était blême. En entrant, on avait vu des médecins et des photographes. Dans la nuit, huit détenus avaient été assassinés. Autant le jour ils circulent librement, autant la nuit ils sont enfermés. C'est donc forcément le fait des gardiens. Ils étaient terrorisés au point de ne pas vouloir qu'on fasse connaître la nouvelle (et donc leurs noms). Le lendemain la presse l'a présenté comme une mutinerie ayant fait un mort, puis le lendemain quatre morts et enfin huit morts.

Dans une prison du Chapas, à Pichucalco, il y avait une grève de la faim. Il y a eu pendant huit mois un commando de détenus avec machettes et matraques, avec l'accord du directeur bien sûr. Ils piquaient aux autres détenus tout ce qu'ils pouvaient avoir, leur faisaient faire des corvées... Un jour les autres détenus, une centaine, en ont eu marre, ils y ont été à coups de poings et il y a eu quatre morts. La police judiciaire a fait une descente dans la prison et a fait accuser dix mecs d'homicide. Le directeur a été muté et c'est tout.

La constitution et la législation sont libérales, mais la réalité n'a aucun rapport avec, tout passe par la corruption. Sur le papier, c'est très démocratique. Certains ont dit que les assassinats dans le P.R.I. étaient liés à la réforme. En fait, c'est le blanchiment de l'argent de la drogue et les problèmes de partage du magot. Tout le monde en parle là-bas, sauf les journaux (sauf «el processo», revue progressiste). La corruption est à tous les niveaux. A Mexico, louer un appartement est très difficile donc les gens achètent du terrain à la périphérie et construisent. Pour avoir le droit d'acheter, il faut payer. C'est pareil dans les prisons, c'est pareil partout. C'est pour ça que les gens sont fidèles au P.R.I., à quelque niveau qu'ils soient, ils sont liés par la corruption. C'est la base du système.

DE L'IMPORTANCE DU TRAVAIL D'INFORMATION

La répression va sûrement reprendre de plus belle après le 1er janvier, elle n'a d'ailleurs jamais arrêté. J'ai ramené des photos de tortures très récentes: langue coupée, couilles coupées, etc. avant leur assassinat pur et simple. La répression est toujours là. Il y avait déjà eu 48 arrestations depuis les élections dans le Chapas quand j'étais encore là. Les assassinats, les disparitions continuent. Le CIM (centre d'information lié aux organisations indépendantes) essaie de travailler là-dessus. On arrive donc à savoir. La répression a donc repris très très fort. Mais c'est aussi qu'il y a plus de luttes.

Depuis l'affaire de l'EZLN et le 1er janvier dernier, ils se sont rendus compte que sur le plan international ils perdaient leur image. Le gouvernement mexicain a donc créé une commission des droits de l'homme. Les comités s'adressent à la sous-commission des disparus à l'ONU, qui donne des formulaires, qui renvoie sur les gouvernements et attend des réponses. Le gouvernement renvoie sur cette commission officielle. Jusqu'à présent il n'y avait rien eu. Mais quand on a vu les parents des disparus dans le Guerrero, ils nous ont raconté que la commission était venue, qu'elle leur avait offert de l'argent à condition que les gens retirent leur plainte. Ils nous ont montré les maisons des gens qui avaient accepté. Le lendemain est paru dans la presse un communiqué de la commission sur 25 cas sur lesquels 23 étaient constitués des familles qui avaient retiré leur plainte. A partir de là, la sous-commission de l'ONU classe l'affaire.

Le fait qu'on en parle au niveau international est très important pour le Mexique et pour les Américains. La publicité internationale de cette répression est importante, le travail fait en Europe sur les tortures et les disparitions au Mexique a de l'importance, il a des conséquences réelles sur la situation au Mexique. C'est sans doute ce qui a évité qu'ils soient tous massacrés au Chapas.

Deux adresses utiles :

- Comité pour la défense des droits de l'homme au Mexique, Présidente Mireille Szatan, 13 bvd du Montparnasse, 75015 Paris, tel. (16.1) 45 66 74 45
- Centro de Informacion y Monitoreo de los Derechos al Mexico, Oriente 166, n°37, Interior 2, Colonia Moctezama, Mexico DF, Mexique.

Extraits du communiqué de l'EZLN sur les festivités de l'indépendance (septembre 1994)

«Frères: aujourd'hui nous sommes ici réunis pour rappeler au peuple du Mexique qui nous sommes et ce que nous voulons. Cela fait 184 ans une poignée d'Indigènes et quelques métisses se soulevèrent en armes contre la Couronne Espagnole pour exiger la liberté que leur arrogance opprimait par l'esclavage, pour exiger la démocratie que leur arrogance étouffait par la dictature, pour exiger la Justice que leur arrogance enchaînait par leur exploitation.

(...)

Aujourd'hui dans les rues de la ville de Mexico défilent le troupes de l'usurpation. Ils prétendent tromper le peuple de Mexico en se présentant comme une armée populaire de même caractère que l'EZLN. Ce groupe est un groupe armé au service des puissants, dépourvu d'honneur militaire et de honte pour servir le mensonge. Aujourd'hui à San Juan Chamula, l'armée fédérale entraîne et arme les caciques locaux, pour qu'ils s'affrontent à leurs frères expulsés. Les Fédéraux disent que c'est un travail social que d'armer et d'entraîner les caciques «expulseurs».

Aujourd'hui la parole de vérité et de justice que véhiculent les Zapatistes est l'objet de doutes et d'attaques de la part de ceux qui hier voyaient avec espoir notre cri de rébellion. Ils mettent comme prix notre sang, pour à nouveau croire en notre lutte pour la démocratie, la liberté et la justice. A nouveau ils veulent notre mort pour être convaincus de notre honnêteté. (...) Ceux là qui hier disaient qu'ils étaient disposés à partir en guerre avec les Zapatistes pour s'opposer à ce mauvais gouvernement, appellent aujourd'hui à ne rien faire, à la reddition en échange d'un triste avantage, un poste dans le gouvernement suivant. (...) Aujourd'hui utilisant comme argument une procédure électorale frauduleuse et illégitime, le puissant se vante de son pouvoir. Il veut ignorer que la désillusion sur le changement pacifique gagne les plus pauvres du pays, que face au système du parti d'Etat, la grande participation urbaine au processus électoral passé se change en un scepticisme futur face au changement démocratique pacifique.

(...)

Les avions de guerre viennent promener leurs menaces de mort sur les toits de nos gens. Aujourd'hui, le Gouvernement lui-même veut nous faire peur, il nous menace avec des dizaines de milliers de soldats, avec ses tanks, ses avions, et ses bombes, avec ses journaux, sa télévision et sa radio. Le gouvernement suprême oublie que nous autres sommes les morts de toujours, ceux qui devront mourir pour vivre, ceux qui avons abandonné la peur enfouie au plus profond de notre histoire, ceux qui avons recueilli la parole de nos anciens les plus anciens, la dignité perdue. Aujourd'hui nous devons regarder la montagne où vivent nos morts pour entendre leur parole.

(...) Aujourd'hui le puissant pense que la peur vit dan notre cœur, que ses armes et ses soldats pourront faire reculer la volonté qui vit dans nos pas. Le puissant croit que nous les morts de toujours, nous avons peur de mourir en combattant. (...) Aujourd'hui le mauvais gouvernement prépare ses forces pour faire taire notre cri rebelle, pour remplir de sang et de mort ces terres de rébellion.

(...) Aujourd'hui nous sommes ici pour dire aux grands commerçants et éleveurs, à leurs gardes blanches, que nous sommes prêts pour leur donner ce qu'ils méritent, que nous savons où ils s'entraînent, qui les entraîne, quelles sont les armes qu'on leur donne, qui ils sont, où ils vivent, où ils mangent, où ils dorment.

Aujourd'hui nous voulons dire à ce mauvais gouvernement que si la résistance pacifique que mène le peuple chiapanèque contre l'injustice continue à être réprimée et menacée, si les assassinats contre les dirigeants populaires continuent, si la répression se déchaîne, nous ne resterons pas spectateurs alors que tombent les meilleurs fils des chiapas. (...)

Aujourd'hui nous, les morts de toujours, venons dire à nos morts que nous sommes prêts, que la longue nuit de mensonges qui se refuse à se faire jour nécessite plus de sang pour engraisser la semence qui sera la lumière de demain, nous autres, sommes venus ici pour parler à nos morts. Nous n'avons déjà plus de vie, la mort chemine dans nos pas depuis le début de l'année, depuis l'Histoire. Il n'y aura pas de lendemain pour les hommes et les femmes sans visages, ceux du pas armé, ceux de la parole authentique. (...)

Aujourd'hui nous les soldats Zapatistes, les guerriers des montagnes, nous sommes les mêmes qui combattirent contre la conquête, ceux qui luttèrent avec Hidalgo, Morelos, et Guerrero pour l'indépendance de ces terres. Ceux qui résistèrent à l'invasion de l'empire des troubles étoiles, ceux qui avec Zaragosa nous sommes battus contre l'envahisseur français. Les mêmes qui avec Villa et Zapata avons parcouru la République entière pour faire une révolution qui mourut dans les livres, écrasée par les monuments de la nouvelle classe dirigeante. Les mêmes qui avec Arturo Garmiz assaillirent la caserne Madera. Les mêmes qui ont marché dans la montagne et la mort avec Lucio Cabanas et Genaro Vazquez Rojas, les mêmes qui dans les prisons et les tortures ont résisté contre les répressions de 1970 et 1980. Les mêmes qui de notre sang avons fertilisé les terres de San Cristobal de Las Casas, de Rancho Nuevo, de Las Margaritas de Altamino, de Ocosingo, les mêmes qui de notre douleur cachée avons amélioré ces 250 jours d'asphyxie et d'oubli. Les mêmes qui parlons à nos frères dans la misère dans toute la République Mexicaine avec une parole vraie par l'intermédiaire de la Convention Nationale Démocratique. Aujourd'hui nous sommes les mêmes qui venons dire à nos chefs que nous sommes prêts, que nous attendons les ordres, que la douleur et l'oubli qui viennent de l'extérieur, de nos frères sur d'autres terres de notre patrie, ne nous affaiblit pas, que dans notre poitrine le tambour de la guerre résonne et que notre sang veut à nouveau se rencontrer et pour toujours avec le sang de nos morts.

(...)

Depuis les montagnes du sud est mexicain, le commandant général de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale»

On peut conclure de ce communiqué que la répression risque de frapper à nouveau très fort peut-être même avant le 1er janvier, que l'armée prépare un massacre comme elle l'a déjà fait au Guerrero il y a 20 ans, que le P.R.I. a sans doute l'intention de régler «définitivement» le problème. Ceci rend d'autant plus urgent et important le travail d'information.

Les travailleurs dans la rue contre Berlusconi

Certains voient dans la situation italienne une dérive fasciste. C'est peu probable et tout indique que nous assistons tout simplement à une offensive classique de la bourgeoisie utilisant les nouvelles donnes de la vie politique péninsulaire. On a un peu vite dit que la jeunesse s'était "berlusconisé", en tous cas les temps changent !

UN POUVOIR PEU ENRACINE SOCIALEMENT CONTRE DES SYNDICATS QUI NE CHERCHENT PAS L'AFFRONTEMENT

N'ayant pas pour habitude de fréquenter la villa d'Arcore[1] ni d'être reçus à la table de l'avocat Agnelli, il ne nous a pas été permis de connaître les intentions du gouvernement lorsqu'il a défini sa politique financière

Quoi qu'il en soit, deux hypothèses sont envisageables :

- le gouvernement a décidé d'aller à l'affrontement social afin de négocier un rapport de forces avec les CGIL-CISL-UIL[2] et de leur faire, suite à la grève du 14 octobre[3], quelques concessions de détail en obtenant en échange une victoire sur des questions essentielles. Il s'agirait, en somme, du classique marchandage de tapis entre majorité et opposition, pas tellement différents de ceux qu'on a connu par le passé ;

- le gouvernement a décidé de montrer à la grande industrie et au capitalisme international qu'il est capable de mener une vraie politique et pas seulement de lancer des spots publicitaires ; il veut casser les pattes non seulement aux travailleurs salariés mais aussi à leurs représentations politiques et syndicales traditionnelles. Dans cette seconde hypothèse Berlusconi, après avoir étalé son célèbre sourire doucereux montrerait vraiment les dents, et nous serions alors dans une phase historique réellement nouvelle.

Périodiquement la question sociale revient sur le devant de la scène en Italie avec des grèves générales et des manifestations monstres, comme ce fut le cas le 14 octobre suite aux attaques gouvernementales contre le système des retraites et de la protection sociale. Alors qu'en France la bourgeoisie procède par à coups successifs de faible amplitudes, son homologue italien tente maintenant de procéder par grands bons en avant. Mais quel jeu se joue réellement entre le nouveau gouvernement berlusconien et le grand capital ? Quels sont les enjeux ?

Pour de nombreuses raison, je considère la première hypothèse comme la plus probable. Je me limiterai à en donner quelques unes.

- Le nouveau régime n'est pas en mesure de gouverner, du moins pas encore, contre les CGIL-CISL-UIL. Son enracinement social reste faible, les divergences internes dans la majorité sont loin d'être surmontées, un climat social ingérable le mettrait en porte à faux avec des secteurs important du patronat.

- Les syndicats confédérés n'ont pas l'intention d'aller au bout de l'affrontement avec le gouvernement. En réalité ils approuvent une grande partie des décisions gouvernementales et veulent seulement en atténuer les effets. Des secteurs du syndicalisme confédéral, comme l'UIL, se préparent déjà à entrer dans le système des pensions complémentaires ; des dirigeants du PSD[4] ont déclaré ne pas être hostiles à un système mixte de protection sociale.

- Le secteur d'Etat et populiste de la majorité risque de se trouver affaibli par une politique néolibérale trop poussée s'il n'agit pas, entre autre, pour qu'on ne détruise pas le syndicalisme autonome de la fonction publique souvent proche de lui.

Cela dit, il est tout à fait évident que globalement la manœuvre du gouvernement, même si elle est revue à la baisse, n'est pas une plaisanterie. Nous devons, en fait, considérer qu'elle arrive après une série de mesures prises par les gouvernements Amato et Ciampi qui avaient décidé une brusque réduction des garanties sociales et des salaires et qui reca-

1. "Quartier général" de Berlusconi.

2. CGIL-CISL-UIL : grosso modo en simplifiant, pour le lecteur français : la CGT, la CFDT et FO.

3. Plusieurs millions de personnes descendirent dans la rue pour défendre les retraites.

4. PSD : ex-parti communiste reconverti au libéralisme et à la social démocratie.

draient déjà le "welfare" en fonction des revenus financiers.

LA PROTECTION SOCIALE : UN NOUVEAU MARCHE JUTEUX POUR LES CAPITALISTE EN VUE DE L'AN 2000

La logique, ou si on préfère la philosophie qui sous-tend les choix berlusconiens est très claire : l'affaire de cette fin de millénaire est, ou semble être, le marché de la prévoyance, de la santé, de la formation et plus généralement des services. Ce marché, comme tout marché digne de ce nom, ne va pas de soi, mais se construit à travers une série de mesures juridiques, politiques et économiques.

Il en résulte, pour ne citer que quelques exemples peu connus, que l'on contraint les travailleurs à se payer des pensions complémentaires, des mutuelles privées, des écoles professionnelles, etc., et qu'on ouvre là aux entreprises un terrain d'investissement d'un intérêt considérable.

Nos hardis néolibéraux non seulement ne taillent pas dans les impôts sur le salaire mais, au point où ils en sont, arrivent à augmenter les contributions de prévoyance, un véritable impôt de fait, pour recueillir les ressources nécessaires au grand changement mis en œuvre. En d'autres termes, le capitalisme nous prépare le pire de l'étatisme et du libéralisme en même temps. Une manoeuvre de ce genre implique, de plus, que la fracture entre travailleurs jeunes et vieux, du public et du privé, en poste et précaires, tende à grandir. Il est bien évident que les secteurs à revenus moyens pourront acquérir les services complémentaires sur le marché et se garantir une protection, même problématique, tandis que la misère sociale continuera de croître dans les secteurs à bas revenu, privés de ce genre de possibilité.

Et, par conséquent, mon impression est que l'agitation actuelle marque, comme un choc traumatisant, la fin d'un pacte social qui a duré des décennies ; ce n'est pas un hasard si des entreprises qui n'avaient pas connu de grève depuis 10 ans sont entrés dans le mouvement sans trop de problème cette fois. Il ne faut pas sous estimer le fait que de jeunes travailleurs, sans aucune tradition de lutte, participent aux mouvements sociaux ; ces jeunes travailleurs qu'une gauche déprimée et dépressive considérait comme définitivement "berlusconisée". Il est difficile d'évaluer les effets de ces mouvements dans le secteur des travailleurs précaires et marginalisés, de ces travailleurs déjà exclus, pour l'essentiel, du système de protection, et toujours plus importants et nombreux dans la production.

LA FIN D'UN PACTE SOCIAL QUI PEUT LIBERER DES ESPACES A LA LUTTE

Le mouvement actuel rencontre moins d'obstacles immédiats que par le passé et cela, qui peut être une force mais aussi une faiblesse, mérite réflexion. Si, dans la période qui vient de s'écouler, CGIL, CISL, UIL, se trouvaient peu ou prou liés avec des gouvernements amis auxquels il était nécessaire de faire de coûteuses concessions, il est évident qu'aujourd'hui l'appareil confédéral a les mains relativement plus libres pour pousser ses structures à l'action sur les postes de travail. Les grèves en sont, dans certaines limites, facilitées ; mais, par certains côtés elles perdent de leur potentiel. Aujourd'hui prédomine chez les travailleurs une forte et compréhensive tendance à l'unité car ils voient dans la réduction des pensions l'objectif contre lequel se dresser. D'un autre côté il y a le risque qu'en se braquant sur la réévaluation de la réduction des pensions on ne remette pas en cause toute la stratégie gouvernementale dans son ensemble, en ne voyant pas en même temps les initiatives à mener contre les attaques contre la santé et contre l'école publique.

D'un point de vue non institutionnel, il s'agit par conséquent de mettre l'accent sur l'ensemble de la manœuvre gouvernementale et sur la nécessité de la repousser. Il faut, en outre, garder à l'esprit que la "sauvegarde" des 2 % et des 35 ans pénaliserait notablement les secteurs de travailleurs qui bénéficient de meilleures conditions, conditions qui devraient être étendues et non supprimées. Il faut, enfin, mettre l'accent sur la nécessité de baisser les impôts sur les salaires en général et sur les plus bas en particulier, pour en retirer, au moins partiellement, le contrôle à l'Etat.

DE LA NECESSITE POUR LES REVOLUTIONNAIRES DE REMETTRE EN QUESTION L'ENSEMBLE DE LA MANŒUVRE GOUVERNEMENTALE

Les syndicats alternatifs et libertaires ont décidé d'organiser une grève alternative de 24 h le vendredi 14 octobre avec manifestation à Rome. Il s'agit, de toute évidence, d'un choix partagé au moment où règne une profonde tension sociale, mais aussi d'un choix délicat étant donné qu'il rend plus nécessaire que par le passé un effort de clarté et de radicalité.

Dans les assemblées, dans les cortèges, dans les débats que nous faisons, il est nécessaire de faire circuler le plus possible d'informations précises sur le système de prévoyance, de santé, de formation, et d'avancer des objectifs amplement partageables par les travailleurs.

Encore une fois, la nécessité de construire une plate-forme sociale qui aille au-delà des différentes organisations de base est au centre du débat ; qu'elle soit un élément unitaire qui permette de se tourner de manière claire et crédible vers les travailleurs inorganisés et vers ceux qui font encore référence aux CGIL-CISL-UIL.

Et surtout, nous devons nous préparer pour la phase qui suivra le 14 octobre, que le gouvernement choisisse une ligne dure ou qu'il négocie avec les syndicats confédérés. Après des années de difficultés il est toujours plus nécessaire d'agir en faveur d'une victoire du camp des travailleurs en apportant, et c'est le minimum, une contribution en propositions et en clarté qu'il n'est possible de déléguer à personne.

Manifestation à Florence en mai 93

APRES LA GREVE DU 14 OCTOBRE

Si nous observons les faits les plus évidents qui ont précédé et accompagné la grève du 14 octobre, nous pouvons établir une sorte de carte à grande échelle, mais suffisamment précise, de l'affrontement actuel.

Je partirai d'une conversation téléphonique avec un camarade très fin analyste des conflits sociaux : parlant de la réduction des pensions, il affirmait qu'il s'agissait d'une attaque contre la bureaucratie syndicale. Comme je lui demandais, étonné, des éclaircissements, il m'expliqua que par bureaucratie syndicale il entendait la vieille classe ouvrière syndiquée. Dans une première approximation il s'agissait d'un cas évident de persistance des modèles d'interprétation de la lutte entre les classes, répandu à partir du mouvement de 1977 : division entre garantis et non-garantis et instrumentalisation du travail salarié régulier comme base de masse pour les partis parlementaires et pour les syndicats institutionnels. Une interprétation de ce genre des événements actuels est, de toute évidence, peu partageable, mais elle renvoie à un problème réel et digne d'approfondissement.

Le pouvoir a effectivement voulu frapper de manière dure et efficace la vieille classe ouvrière et plus généralement les couches les plus anciennes liées au travail régulier, afin de recueillir immédiatement des milliers de milliards. Le fait que la réforme des pensions touche encore plus les jeunes travailleurs est vrai, mais il est aussi vrai que pour celui qui s'en ira en retraite dans 20 ou 30 ans, le régime des retraites n'est pas son premier problème. L'entrée en lutte de la classe ouvrière "traditionnelle" était prévisible par le pouvoir ; mais ce dernier pouvait imaginer qu'elle aurait assez peu la capacité d'influencer et de recueillir un large consensus.

LE GRAND CAPITAL JOUE MAINTENANT LA CARTE BERLUSCONI...

En réalité, les deux semaines qui ont précédé la grève du 14 octobre ont montré que l'intelligence politique des travailleurs est, par chance pour nous, nettement supérieure à l'idée que s'en font les hommes au pouvoir. Les jeunes travailleurs, les employés, les techniciens, ont saisi l'occasion de la mobilisation des secteurs les plus anciens de la classe ouvrière pour soulever la question plus générale de la défense nécessaire du salaire.

Ce profond processus social est allé de pair avec une mutation des équilibres internes au pouvoir. Encore une fois, il est nécessaire de partir, comme événement symbolique significatif, du fameux repas à base de pâtes et de haricots qu'Agnelli, entouré des grands patrons de l'industrie, a offert à Berlusconi. A cette occasion tant le pouvoir politique que le patronat ont décidé un virage tactique de grande importance. Jusqu'à la soirée haricots en question, le grand patronat regardait le pouvoir avec prudence sinon avec hostilité ; il souhaitait que les rapports entre la grande industrie et les GIL-CISL-UIL demeurent bon, que le pouvoir s'en prenne avec prudence au régime de prévoyance. Soudain, la situation s'est renversée ; la grande presse libérale s'est radoucie vis-à-vis du gouvernement : le capitalisme international a découvert que tout compte fait le "cavaliere" était un brave type et les CGIL-CISL-UIL se sont trouvés face à la nécessité de rentrer dans le jeu. Si on considère, entre autre, que la politique fiscale du gouvernement frappe les coopératives, c'est à dire une des bases du PSD et en partie du PP, on se rend compte à quel point le jeu s'est durci.

5. San Vittore... Une prison.

UN REGIME DONT LA FAIBLESSE EST LA FORCE

Le pacte entre le pouvoir et le grand capital, même si on le considère comme problématique, est important et s'explique mieux par deux remarques concernant d'une part la nature du régime et de l'autre celle du grand capital. Il est, je crois, couramment admis que le régime est rien moins que consolidé, que les intérêts qu'il représente sont contradictoires, que la qualité de ses hommes est très médiocre. Cette faiblesse se traduit cependant paradoxalement comme une force, par le simple fait qu'une chute immédiate du gouvernement anéantirait ses supporters s'ils devaient affronter les urnes, et renverrait les petits patrons des Ligues à la gestion de leur propre petite entreprise, dans le meilleur des cas, et les chefs de sections fascistes actuellement au gouvernement, dans leurs bandes locales. Il en résulte que la majorité parlementaire peut se déchirer à l'infini sans pour autant disparaître et que, par conséquent, elle est prête à voter n'importe quelle décision du gouvernement si ce dernier lui demande un vote de confiance. De plus, le président du conseil est parfaitement conscient qu'en cas de chute du gouvernement il risque de sauter de son actuel fauteuil vers une cellule de San Vittore[5], et ce genre de perspective le rend déterminé à se cramponner à son poste. En d'autres termes on se retrouve dans la situation de la fin de la première République, avec son parlement d'inculpés, c'est-à-dire avec une majorité bloquée, mais si cette fois-ci il s'agit de gens non encore usés par les affaires.

Le grand capital national est aujourd'hui de moins en moins définissable avec les vieux schémas, étant donné que son intégration internationale est croissante. Par exemple, Fiat est toujours plus contrôlé par les banques allemandes, et on ne peut comprendre ses orientations qu'au vu de l'échiquier international ; et il en va de même pour l'ensemble du patronat moyen ou grand.

Le régime a, en dernière analyse, offert au grand capital la possibilité d'ouvrir plus rapidement un marché de la prévoyance, de l'assurance et de la formation, que les progressistes étaient et sont disposés à lui accorder mais avec plus de prudence et de modération. L'affaire est d'une si grande importance qu'elle pourrait rendre gourmand des gens bien moins voraces que les représentants de la grande industrie et il est logique qu'ils aient tenté le coup en comptant soit sur une victoire du gouvernement et sur les bonnes affaires qui en découleraient, soit sur la possibilité de rouvrir le dialogue avec les progressistes et les syndicats confédérés pour le cas où les choses tourneraient mal.

VERS UN MODELE NEOLIBERAL A L'ANGLAISE OU NEO CORPORATISTE A L'ALLEMANDE ?

En somme, comme le capital tente une déréglementation du marché du travail sans précédent, il se trouve face à une opposition sociale de relative envergure.

CGIL-CISL-UIL agissent sur deux plans : d'une part ils chapeautent le mouvement d'opposition en lui offrant un cadre pour le canaliser ; de l'autre ils s'efforcent de redéfinir leur propre rôle sur le modèle du compromis corporatiste allemand. Les exemples ne manquent pas : déjà le contrat des métallurgistes prévoyait la création de fonds de retraite complémentaire ; idem du côté des travailleurs des aéroports pour lesquels il est prévu une forme de participation de type actionnariat ; pareil pour le secteur des banques.

Les syndicats sont donc ouverts à une réforme du système d'assistance qui leur donnerait plus de pouvoir en leur permettant de s'affronter avec le pouvoir sur la base de cette réforme.

Sur le plan institutionnel la confrontation se ferait, en définitive, entre un modèle néolibéral à l'anglaise et un modèle néocorporatiste à l'allemande. Dans le premier cas le capital financier national et international sortirait vainqueur, dans le deuxième il devra s'entendre avec la gauche et les syndicats pour une gestion douce de la déréglementation.

DES POSSIBILITES DE TIRER LES MARRONS DU FEU

Les secteurs les plus combatifs du salariat, des précaires, des chômeurs, œuvrent à l'intérieur mais aussi, espérons-le, en dehors de ces contradictions. Paradoxalement la rupture du pacte social entre capital et travail, est aussi notre intérêt et entre dans nos objectifs, mais le problème est : en quels termes et dans quelle direction se fera la rupture de la déréglementation : avec une division de la force de travail entre des secteurs "forts" et d'autres, toujours plus nombreux, marginalisés, ou bien dans celle d'une conquête de droits, de liberté, d'espaces d'action pour l'ensemble des salariés ? Une préoccupation des conseillers du patronat mérite d'être signalée : en phase de reprise économique un tassement des salaires se traduit dans une lutte pour gagner du salaire direct. C'est une préoccupation de premier ordre pour ces conseillers, et pour nous, bien sûr, une espérance et un objectif. Il s'agit, en d'autres termes, de poser de façon adéquates à la période que nous allons traverser, la question du salaire, des horaires de travail, des droits des chômeurs et de poser cela pas seulement sur le terrain de la propagande et des mots d'ordre, mais aussi avec une capacité de développer la lutte, de poser le problème organisationnel, de prendre des initiatives à partir des postes de travail, du territoire, et des mouvements.

Sur ce terrain, dans la situation actuelle, l'hégémonie des CGIL-CISL-UIL est plus faible qu'il y paraît, les travailleurs qui étaient hier dans la rue posaient des problèmes que le syndicalisme d'Etat ne pouvait pas prendre en considération. Il appartient aux organisations de base des travailleurs de saisir l'occasion dont nous avons parlé, et aux camarades les plus actifs dans le mouvement de faire de l'information, des propositions, de prendre des initiatives.

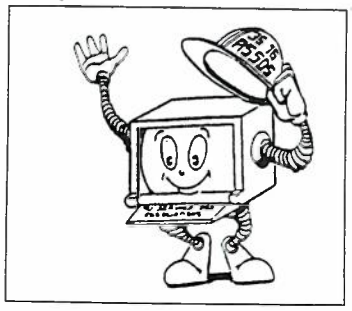
Cosimo Scarinzi

POUR TOUT SAVOIR SUR COURANT ALTERNATIF

TAPEZ 3616 ASSOS + mot clé : CA

Vous trouverez : la présentation complète de CA, le sommaire du dernier numéro, la liste des anciens dossiers, les tarifs abonnements, le fonctionnement du journal et la liste des groupes locaux...

Et aussi d'autres infos : annuaire d'associations, calendrier d'activités, milliers d'adresses...



UNE INTERVENTION POUR QUELQUES BULLETINS DE VOTE

C'e n'est pas la première fois que les USA interviennent directement en Haïti. Déjà, en 1915, c'est une occupation qui dure jusqu'en 1934 pour asseoir leur protectorat sur ce morceau d'île de 27750 km² situé à moins de deux heures d'avion de la Floride.

La démocratie, les droits de l'Homme, la liberté et la dignité pour le peuple haïtien ! Voilà ce qui aurait motivé le représentant de la bourgeoisie US Bill Clinton à décider de l'intervention américaine. Illusion et duperie. Haïti, un enjeu dans la bataille électorale qui s'ouvre aux Etat-Unis entre démocrates (Clinton) et républicains.

L'INTERVENTION US, UNE HABITUDE IMPÉRIALISTE

En dehors de ces interventions directes les USA et la CIA n'ont eu de cesse de soutenir tyrans et dictateurs qui se sont succédés au pouvoir en maintenant le peuple haïtien sous le joug de l'oppression. Le règne des Duvalier de 1956 à 1986 avec le sinistre F. Duvalier dit "Papa Doc" puis avec son fils Claude, dit "bébé Doc" en est l'illustration. Le règne de cette sanguinaire dictature civile appuyée par les célèbres Tonton macoutes (milices privées présidentielles) n'a pu durer qu'avec l'aval des USA et de la CIA, mais aussi, dans une moindre mesure, des autres pays impérialistes de l'Ouest, dont la France.

Septembre 1991, l'armée reprend le pouvoir et chasse le président Aristide, élu "démocratiquement" avec 60 % des votants, qui doit s'exiler aux Etats-Unis.

Septembre 1994. La junte du général Cedras accepte, sous la pression de l'administration Clinton, de restituer la direction du pays au président Aristide ramené dans les bagages de l'armée US.

Voici un an déjà, en juillet 1993, l'administration US et la junte haïtienne signaient l'accord de "governor island" censé préparer une amnistie générale et le départ dans un exil doré et confortable des chefs de la junte, ainsi que le retour du président Aristide pour le 30 octobre 93. L'ONU vote même le 27 août la levée de l'embargo commercial. Mais les militaires foulent au pied cet accord et la junte reste au pouvoir en redoublant la répression contre les opposants et contre le peuple.

Les USA n'ont rien à foutre de la démocratie ni à Haïti ni ailleurs dans le monde. Ils se sont, de tout temps, accommodés des pires dictatures dès lors qu'elles étaient soumises à la défense de leurs intérêts vitaux. Rappelons-nous leur intervention à Panama faisant plus de 4000 morts parmi la population ; une intervention non pas pour rétablir la démocratie ou les droits de l'Homme, mais pour chasser du pouvoir Noriega qui échappait à leur contrôle.

En Haïti, ce sont eux qui ont formé la junte qui a pris le pouvoir en 1991 et est restée très liée à la CIA.

Depuis 1991, l'administration US a tenté de s'entendre avec le général Cedras pour favoriser un accord sur le partage du pouvoir avec le président Aristide. C'est l'intransigeance des militaires qui a précipité la décision de B. Clinton. Ne manquant ni de cynisme ni d'hypocrisie, ce dernier les qualifiera, dans son message à la nation du 1er septembre, de "voyous et de bandits armés". Il les accusera, dans le même discours, "d'avoir créé un cauchemar sanglant", "d'avoir institué un régime de terreur exécutant des enfants, violant des femmes, tuant des prêtres".

Cette intervention dans l'île n'a pas pour but non plus de chasser les militaires du pouvoir, mais seulement de neutraliser, voire d'écarter (définitivement . Temporairement ?) les plus intransigeants. Dans l'accord de restauration de la démocratie, l'administration US, via Jimmy Carter, n'a négocié qu'avec la junte, écartant sans même le mentionner, le président Aristide. Carter, en médiateur représentant de la bourgeoisie US, s'est même cru obligé d'expliquer, dans une déclaration du 19 septembre, que le général Cedras n'était pas un dictateur : "Je ne sais pas qui est responsable des atrocités en Haïti, il s'agit là d'une société violente dont les divisions sont extrêmes". Ne nous illusionnons pas ! les différences et divergences de propos entre ces représentants de la bourgeoisie démocrate américaine, ne tiennent qu'à la place qu'ils occupent et aux fonctions qu'ils assument dans la politique intérieure des USA. Le peuple haïtien qui a accueilli l'armée US en libératrice ne tardera pas non plus à s'en rendre compte dès les premières mesures qu'imposera le FMI (Fonds monétaire international).

UNE OPÉRATION DE POLICE POUR BESOINS ÉLECTORAUX

Une véritable armada ; 24 navires de l'US Navy ; 20 000 hommes suréquipés, des engins blindés en tous genres... contre la ridicule armée haïtienne de 7000 hommes et des miliciens. Une opération médiatisée à outrance par CNN pour les besoins d'une campagne électorale. De la superproduction médiatique à la gloire des GI's qui permet au pouvoir de faire croire que seule son intervention militaire allait restaurer la démocratie, instaurer les droits de l'Homme et résoudre les problèmes économico-écologiques quasiment insolubles que rencontre Haïti.

L'opération "démocratie en Haïti" répond aux exigences de la politique intérieure de Clinton. Celui-ci et son parti, en mauvaise posture, sont confrontés en novembre 94 à des élections. L'afflux de réfugiés est utilisé dans la campagne par ses adversaires républicains : laxisme dans la politique d'immigration, racisme, etc. Suite à son intervention militaire il désamorce nombre de critiques et manipule médiatiquement l'opinion. Par ailleurs il peut dès lors refouler vers leur île ces réfugiés... puisqu'il n'y a plus de dictature à fuir !

Autre élément pesant dans la décision du président américain, la pression exercée par le "black caucus", le lobby afro-américain du congrès, qui a pris fait et cause pour le père Aristide et réclamait le renversement, par la force d'une intervention militaire, de la junte au pouvoir. Ce lobby dénonçait le traitement discriminatoire fait entre réfugiés haïtiens et réfugiés cubains accueillis, eux, à bras ouverts avec les arrières pensées que l'on devine.

Face à ces pressions, Clinton nommera W. Gray (ancien élu noir à la Chambre) "représentant spécial du président pour Haïti".

Le débarquement redore donc le blason ternie du président américain et répond au souci d'assurer la victoire des démocrates aux élections de novembre dans lequel le vote de la population noire se révélera décisif dans nombre d'états. La défense du peuple haïtien et des droits de l'Homme ni Clinton ni la bourgeoisie US ne s'en préoccupent ! Haïti a été un enjeu le temps que les élections se fassent. Etait-ce un hasard si, au même moment, à l'autre bout de la planète, resurgissait avec force le "diabolique" Saddam Hussein ?

Comme le disait l'écrivain uruguayen M. Benedetti : "Pourquoi s'en prendre aujourd'hui au général Cedras alors que l'on s'est accommodé de la dictature duvaliériste pendant de si nombreuses années" ?

En conduisant seul cette opération de police sans avoir arraché l'aval de l'ONU, l'impérialisme US réaffirme son leadership au plan mondial et maintient fermement la main sur tout ce qui se trouve de près ou de loin sur le continent américain ou les Caraïbes, envoyant en même temps un signal au régime castriste moribond, son voisin. Haïti n'a jamais eu d'importance pour les intérêts vitaux américains. Depuis l'écroulement de l'URSS, du pseudo communisme, et au vu de la décrépitude du socialisme cubain, l'île n'offre même plus d'intérêt idéologique majeur. Quand aux révoltes du peuple haïtien, le président Aristide ou un autre, saura les réprimer. Alors ? Comme le dit le conseiller US à la sécurité nationale : "C'est une question de crédibilité pour les USA".

MZ, Caen, 15.10.94.

Toujours d'actualité...

• "sur le travail" : l'OCL a édité un 4 pages et une affiche. Vous pouvez toujours vous les procurer. Le 4 pages est gratos, 1F l'affiche.

• "sur le sommet franco-africain" : encore un 4 pages et encore gratos.

Ecrire au groupe de Reims pour se procurer tout ce matériel.

RMI : NON AUX RADIATIONS

A la demande du gouvernement, la Caisse d'Allocation Familiale va procéder sur Paris à une grande épuration de RMIstes. D'ici 3 ans tous seront contrôlés : 13 000 d'ici la fin de l'année (dont 4000 par des visites à domicile, le reste par recherches administratives) pour vérifier que nous ne sommes pas d'abominables fraudeurs.

Coût de l'opération : 1 million de francs, soit l'équivalent de 500 RMI.

En fait, il s'agit moins de démasquer d'éventuels escrocs, que de trouver un bon prétexte pour priver un certain nombre d'entre nous de leurs allocations, et de gonfler artificiellement les statistiques de la pauvreté en France. En effet, étant donné la situation sociale, le nombre de RMIstes croît chaque année de manière importante (Paris : 40283 RMI en 1994, soit 28 % de plus qu'en 93, et 12 % de plus que début 94), augmentant le coût pour l'Etat. Salauds de pauvres !

Pourtant, on ne peut pas dire que le RMI soit accordé si facilement que ça : actuellement, 60 % des demandes sont refusées. Et ce n'est rien à côté de ce qui se passera quand les contrôles seront effectifs. Etant donné la rigidité des critères d'obtention, beaucoup seront obligés d' "arranger" leur situation (se domicilier chez des amis par exemple) pour satisfaire l'administration.

Soyons sérieux : ce que ces "affreux RMistes" peuvent toucher n'est rien à côté de ce que détournent chaque jour les escrocs en col blanc qui nous gouvernent (voir le feuilleton des affaires politico-financières...). Mais c'est encore nous qu'on rend coupable, et sur lesquels on veut faire des économies.

Le RMI : 2000 F par mois ; une allocation de misère qui ne permet même pas de survivre. Pourtant, des milliers de gens ne tiennent qu'avec ça. Et si nous ne réagissons pas énergiquement, même ces miettes, ils nous les piqueront !

On va peut-être bientôt vouloir nous faire bosser "en échange de notre allocation", comme Michel Bon (directeur général de l'ANPE) veut le faire pour les chômeurs et comme cela se fait déjà en Belgique depuis le 1er octobre 1994, où un travail obligatoire est imposé à une partie des chômeurs, pour la grasse somme de 1125 francs mensuels. Et vive le progrès social !

Mais que pouvons-nous faire ? Mais justement ne pas se laisser faire!!!

Individuellement la réappropriation équitable des richesses nous envoie en prison. Ce n'est pas non plus en laissant les politiciens défendre nos intérêts que les choses s'amélioreront, c'est en nous organisant nous-mêmes.

Nous sommes déjà quelques-uns à nous retrouver le Lundi à 19 h au 9 rue Saint Sauveur, M° Réaumur. Si vous voulez agir avec nous, soyez les bienvenus.

Des Travailleurs, Chômeurs, Précaires toujours fauchés, encore en colère.

Pour se rassembler contre les radiations du RMI, des Assedic, contre les expulsions et pour des réquisitions populaires, un comité travailleurs, chômeurs, précaires toujours fauchés, encore en colère, s'est constitué. Il a déjà participé à plusieurs actions, notamment à la CAF et au Bureau d'Aide Sociale. Pour les contacter, tous les lundi à partir de 18h30 au 9, rue St Sauveur, M° Réaumur. Le groupe CA Paris vous tiendra au courant.

AFFAIRE J.P. PERRIN UN MILITANT DE L'ASTI POURSUIVI POUR "DIFFAMATION DE LA POLICE NATIONALE"

Ce texte, signé de nombreuses organisations et associations, a été diffusé à Nantes dans le cadre d'une action de soutien à JP Perrin visant le centre de rétention local. Par ailleurs, pour financer la campagne contre les centre de rétention, JP Perrin vient de publier chez l'Harmattan une brochure intitulée *Amalgame* faisant le point sur la rétention actuelle et son ancêtre "l'internement administratif" vichyssois. Disponible à l'Asti Orléans (BP 5355, 45053 Orléans Cedex 1), au Gasprom/Asti Nantes (22 rue Fouré, 44000 Nantes), où à l'OCL Nantes ou Orléans (adresses en page 2 de CA), contre 27 F port compris.

De l'ordre sécuritaire aux dérives totalitaires

Une logique peut en cacher une autre.

Aujourd'hui dans ce pays on ne peut plus appeler un chat un chat.

Aujourd'hui dans ce pays, on regroupe des étrangers et des étrangères dans des centres de rétention, sous contrôle administratif et policier avant de les expulser vers des destinations inconnues. Leur seul "crime" : défaut de papiers administratifs. "***Ces centres d'aujourd'hui nous rappellent les camps de Vichy***". Pour avoir émis cette évidence, Jean-Pierre Perrin, un militant anti-raciste de l'ASTI Orléans est aujourd'hui mis en examen pour "diffamation de la police nationale".

En 1938, la logique politique consistait à regrouper les républicains espagnol-es, les antifascistes allemand-es, les réfugiés d'Europe centrale, qu'ils ou qu'elles fussent juifves, tsiganes, révolutionnaires ou homosexuel-les, pour ensuite les remettre aux autorités nazies après la débâcle de juin 1940, en attendant d'organiser les rafles du type Vel' d'hiv. C'est bien cette même logique qui conduit aujourd'hui à rafler les étrangers sans papier, à les regrouper dans des camps de rétention, pour les réexpédier vers les pays qu'ils ont quittés en fuyant des persécutions de tous ordres.

Ainsi, comme à Nantes en juin 1994, renvoyer une Algérienne sans papier vers son pays plongé dans une guerre civile qui fait actuellement plusieurs dizaines de morts par jour, c'est l'envoyer vers une mort probable.

Ainsi comme à Nantes en 1993, expulser un déserteur tanzanien et le remettre à ses bourreaux, c'est l'envoyer vers une mort probable.

Ainsi, refuser par centaines, les demandes de visas ou les statuts de réfugié politique aux Rwandais, aux Libériens, aux Kurdes, aux Yougoslaves, et aux persécutés de tous poils et de toute nationalité, c'est le condamner à une mort probable.

Cette condamnation à mort des étrangers, la République française a choisi de la prononcer de plus en plus souvent. Pour ce faire, elle construit des camps de rétention, où des individus sont détenus arbitrairement sans possibilité de défense, avec des contacts très limités vers l'extérieur, en attendant une expulsion qui tombera le plus souvent tel un couperet.

A l'heure des révélations sur la continuité politique et administrative entre le régime de Vichy et la République (Affaires Bousquet, Papon, livre de Pierre Péan), cette mise en parallèle historique entre les camps d'hier et ceux d'aujourd'hui, entre les discriminations d'hier et celles d'aujourd'hui, s'impose pourtant.

Perdre la mémoire des événements d'hier, c'est se condamner à les revivre.

Ne rien dire, se taire, c'est se faire complice de cette logique sécuritaire qui fait de l'étranger le bouc émissaire de tous les maux de la société française.

Parler, crier notre indignation et notre révolte contre cette politique de mise à mort de centaines de personnes, c'est nous exposer aux foudres de la justice, tant le système souhaite écraser toute velléité critique ou contestataire.

Aujourd'hui, le pouvoir politique ne nous laisse d'autre alternative que de nous taire, ou de nous résigner.

Nous refusons cette logique actuelle et exigeons :
- La relaxe de JP Perrin et l'arrêt des poursuites contre l'Asti Orléans.
- La fermeture des camps de rétention, le rétablissement du droit d'asile, et la liberté de circulation pour tous et toutes.
- La liberté d'expression et d'analyse, et le droit de dire que l'ordre policier, quel qu'il soit, est de sinistre mémoire.

PRISONNIERS BASQUES DETENUS EN FRANCE

L'association des familles des prisonniers politiques basques incarcérés dans l'Etat français, GUREAK, nous communique la situation très grave vécue par une famille en particulier par les enfants.

Le 14 septembre, Ernest Arrambide et sa femme Maialen Iturria ont été arrêté à Mouguerre, puis mis en examen et écroués à Fleury Merogis. Or le couple a 4 enfants de 3 mois à 15 ans qui sont actuellement confrontés à une situation soudaine de séparation d'avec leurs parents. Dans un premier temps ils n'ont eu accès à une partie de leurs vêtements et de leurs affaires scolaires que trois jours après l'arrestation de leurs parents. Il reste un problème : l'obtention de cartes d'identité, indispensables pour les permis de visite. Actuellement les enfants sont chez leurs grands parents, leur maison est sous scellés et le restaurant de leurs parents tourne grâce à des bénévoles... L'incarcération de Maialen a été décidé alors qu'elle présente toutes les garanties de comparution en justice. Il y a peu de chance qu'elle s'échappe avec ses 4 enfants sous le bras alors que maison et restaurant sont leur unique possibilité de subvenir à leurs besoins.

Il faut exiger de la juge Levert que Maialen se retrouve très vite auprès de ses enfants.

Pour plus d'informations écrire à Gureak, BP 412, 64104, Bayonne cedex.

L'ECOLOGIE A GRANDS PAS

Les Verts, Génération Ecologie et Ecologie Démocratie Solidarité se sont associés pour faire une proposition commune de politique énergétique au Conseil Régional Ile-de-France. Et qu'est-ce que ça donne quand ces pseudo-écolos s'unissent pour parler énergie? Ca donne qu'il n'y a pas le mot «nucléaire» une seule fois prononcé... Tout ce qu'ils trouvent à proposer c'est des audits sur le patrimoine régional et les modes de chauffage, un changement de l'énergie utilisée par les transports en commun, des formations, des créations de service... C'est bon pour l'emploi et la reprise, ça coco, et ça risque d'ailleurs d'être adopté... Ah que les victoires sont faciles quand on «oublie» l'essentiel !

PARIS 12 NOVEMBRE FESTIVAL DE FILMS ANTIMILITARISTES

11 h Accueil, apéro.
11h 30 : *Johnny got his gun*
14h Débat sur la conscription avec des membres du MOC et de la coordination "on arrête tout".
16h30 : *Les Hommes contre*
18h30 : Débat sur les guerres dans le tiers monde (Rwanda, Somalie...)
21h : *Avoir 20 ans dans les Aurès*, de René Vautier, suivi d'un débat avec le réalisateur.

Chaque long métrage sera précédé de courts-métrages comme *Kakicity* de Jean Marbœuf ou *Le Jeu*, film africain.

Buvette et tables de presse seront toute la journée à disposition du public.

Ça se passe au cinéma La Clef, 21 rue de la Clef, 75005 Paris, M° Censier Daubenton. Sur place la séance sera à 35 F mais on peut les acheter moins cher en prévente : 30 F la séance, 50 F les deux, 75 F les trois. Ecrire à Alternative Libertaire Quartier latin, BP 177, 75967 Paris cedex 20 (chèque à l'ordre de F. Navarro).

11, 12, 13 NOVEMBRE RASSEMBLEMENT ANTIMILITARISTE AU SOMPORT

Programme :
Vendredi "Pourquoi l'armée en vallée d'Aspe ?".
En matinée : J.F. Blanco, avocat, parlera de l'historique de la lutte contre le tunnel et de la répression qui en a suivie.
Après-midi : débat sur l'occupation militaire de la vallée.
Soirée : Concert Dick Annegarn.
Samedi "Non au tunnel et à l'axe E7"
En matinée : A.G. des comités Somport autonomes.
Après-midi : chaîne humaine dans le vallon de Bedous.
Dimanche :
Marche sur le Somport (?).